Table of Contents

L'EFFET N'EST PAS QUE BÉNÉFIQUE VISITE DES ARTISTES EN AFGHANISTAN.....1

STARS.....3

En lien direct avec leur fils en Afghanistan; Le portable et la webcam font désormais partie de la vie du couple Lemay−Grondin.....6

Six ans déjà, l'Afghanistan.....8

Afghanistan: Hillier nie tout désaccord avec Harper.....10

le général Rick Hillier dit qu'on l'a mal compris.....11

Tony Blair croit que le Canada deviendra une grande puissance dans le monde.....12

La plainte contre Radio−Canada rejetée.....13

Harper contredit le général Hillier.....14

Harper contredit Hillier.....16

Le Canada deviendra une puissance −Tony Blair.....18

L'excédent budgétaire fédéral touche 8,7 MM $.....19

Les milliards s'accumulent à Ottawa.....20

Tony Blair voit grand pour le Canada.....21

Hillier affirme qu'on l'a mal compris.....22

Bulletin maison de mi−saison.....23

Excédent budgétaire fédéral de 8,7 G $ pour les cinq premiers mois.....26

Afghanistan : le général Rick Hillier dans l'embarras.....27

Le Québec dans la mire.....28

Les nouveaux mercenaires; Les compagnies militaires privées génèrent des revenus annuels de 100 milliards de dollars.....30

La France réintégrera−t−elle l'OTAN ?; Sarkozy est tenté par un retour au sein du commandement intégré du traité de l'Atlantique Nord.....33

Dans la tourmente identitaire; Le projet de loi 195 a créé plus d'émoi que ne le prévoyaient les stratèges péquistes.....36

Table of Contents

Pakistan: armée contre islamistes.....38

L'ombudsman de la SRC rejette les accusations de partialité.....39

Des baisses d'impôt avant Noël?; Le gouvernement Harper se dirige vers un surplus de 16 milliards..40

Un pays à deux vitesses; La situation de la femme illustre le fossé qui se creuse entre les Pakistanais modernes et traditionnels.....42

Général.....45

L'excédent budgétaire fédéral touche 8,7 milliards $ pour les 5 premiers mois.....48

Voici les éphémérides de la Presse Canadienne pour le 30 octobre.....49

Afghanistan: le général Rick Hillier dit qu'on l'a mal compris.....51

Général.....52

Tony Blair croit que le Canada deviendra une grande puissance dans le monde.....62

Des associations portent plainte pour "tortures" contre Donald Rumsfeld.....63

Voici les éphémérides de la Presse Canadienne pour le 3 novembre.....64

ASSOCIATED PRESS.....66

L'EFFET N'EST PAS QUE BÉNÉFIQUE VISITE DES ARTISTES EN AFGHANISTAN

SOURCETAG	0710251584
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.27
EDITION:	Final
SECTION:	Weekend
PAGE:	W26
ILLUSTRATION:	1. 2 PHOTOS D'ARCHIVES Bob Hope lors d'un voyage au Vietnam endécembre 1965 et, à droite, Pierre Faubert, psychologue.
BYLINE:	RIM BOUKHSSIMI LE JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT:	411

Nos soldats en Afghanistan recoivent la visite de jeunes artistes cet automne.C'est Bob Hope qui a lancé la mode dans les années 1940 en rendant visite aux troupes en poste au Maroc. Le plus dur pour nos soldats, c'est l'aprèsvisite.

De Bing Crosby à Madonna, les stars ont souvent répondu à l'appel de l'armée de se rendre en zone de guerre.

Passer quelques jours à divertir les troupes et se rendre accessibles aux soldats contribue à soutenir le moral en temps de guerre. En plus des spectacles qu'ils donnent, les artistes passent du temps avec les soldats.

"On a le sentiment qu'un artiste est spécial et important aux yeux de la société. Les soldats se sentent donc privilégiés", dit Pierre Faubert, psychologue.

M. Faubert explique que le phénomène des soldats québécois postés outremer est assez récent et qu'il est nouveau d'avoir des artistes qui ont ce sentiment d'implication et d'aide envers eux.

SOUTENIR ET RÉCONFORTER

Aux États−Unis, les artistes sont familiers du soutien aux troupes depuis la Première Guerre mondiale.

Bob Hope, Bing Crosby, Marilyn Monroe, Elizabeth Taylor, Robin Williams se sont déjà rendus en zone de conflit.

Au Québec, nos stars aussi ont donné de leur temps pour réconforter nos troupes.De Jacques Normand à Richard Petit, en passant par Gabrielle Destroismaisons et Dominic Paquet, nos artistes rendent visite aux soldats dès que leur agenda le leur permet.

Tous sont partis avec la noble intention de donner un peu de joie et de divertissement aux troupes.

De quelques jours à quelques semaines, les soldats ont pu côtoyer des artistes qui, souvent inaccessibles, étaient redevenus de simples mortels.

"Les soldats ont l'impression que c'est une visite personnelle, poursuit M. Faubert. C'est comme de la famille qui serait loin, ça fait toujours plaisir d'avoir de la visite que l'on aime."

POUR LE MEILLEUR ET PARFOIS LE PIRE

Mais le psychologue doute tout de même de l'effet réellement positif de ces visites.

Selon lui, les soldats sont dans une situation de "soif et de faim" de leur pays.

"Annoncer la visite de gens de chez eux les met dans un état d'attente et d'excitation très bénéfique,mais après, tout le monde ne réagit pas de la même manière."

Les visites, ponctuelles et courtes, plongent certains dans des états de nostalgie et parfois de déprime. Le départ des artistes leur rappelle qu'ils sont loin de chez eux et de leur famille.

"D'après moi, le départ des artistes est comme un électrochoc. Ils sont venus, ils ont rappelé aux soldats l'absence de leur famille et ils repartent. Je pense que si on fait ça trop souvent, ça pourrait avoir un effet dépresseur sur les soldats."

M. Faubert rappelle que les soldats ont à gérer l'absence physique, qui est très dure, en plus de vivre en permanence dans une situation de stress.

"On essaie de faire oublier aux soldats qu'ils sont dans une situation vraiment pas drôle et, des fois, je me demande si ce n'est pas mieux de leur passer un film seulement."

M. Faubert estime que les soldats subissent les aléas inhérents aux choix qu'ils ont faits, mais pense qu'il serait pertinent de faire une étude pour savoir si l'impact d'une visite qui se veut réconfortante est réellement positif.

STARS

SOURCETAG 0710251561
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.27
EDITION: Final
SECTION: Weekend
PAGE: W12
ILLUSTRATION: 1. 9 PHOTOS D'ARCHIVES
BYLINE: DENIS TREMBLAY LE JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT: 1103

CHARLIE SHEEN

Internet et routine

Que serait une semaine dans la vie de Denise Richards et Charlie Sheen sans une bonne petite dose de méchanceté?Dans ce divorce qui s'éternise, les deux protagonistes ne lésinent plus sur le choix des armes et des mots.Dernière stratégie: les courriels dévastateurs.Dans l'un d'eux, l'acteur traite son ex de "truie en chômage".Et lui conseille de s'occuper de sa mère, qui soigne un cancer. De son côté,Denise Richards multiplie les procédures pour empêcher des modifications à l'entente qui encadre la garde de leurs enfants.Charlie Sheen veut voir davantage ses deux enfants, Sam et Lola, respectivement trois et deux ans.Denise Richards ne veut pas. Au royaume du divorce, les couteaux volent bas.

ANGELINA JOLIE

Niet

Angelina Jolie ne veut toujours rien savoir de son père, Jon Voight. La rumeur voulait que sur son lit de mort, Marcheline Bertrand,mère de la première et ex−épouse du second, ait souhaité la réconciliation de la fille et du père.Cette rumeur a pris de l'importance quand, ces jours derniers, Jon Voight a été vu au Waldorf−Astoria, à New York, lorsqu'Angelina Jolie, 32 ans, y séjournait. Un porte−parole de Jon Voight, 68 ans, a déclaré que ce n'était qu'une coïncidence et qu'aucune rencontre entre la star et le comédien n'était prévue.Par ailleurs, et dans un tout autre ordre d'idées,Angelina Jolie a rencontré, à New York toujours, David Miliband, secrétaire des Affaires étrangères anglais.Motif: parler de paix.

TERI HATCHER

Personnage dans la tourmente

Teri Hatcher s'est retrouvée bien malgré elle dans une petite tempête médiatique.Dans Desperate Housewives, son personnage met en doute le diagnostic de son médecin, un Philippin, dont elle se méfie des compétences. "Je me demande si ses diplômes ne viennent pas d'une quelconque université des Philippines? " dit−elle. Il n'en fallait pas plus pour que les quelque 50000 infirmières d'origine philippine vivant aux États−Unis amorcent une pétition dans Internet exigeant des excuses du réseau ABC.Ce que celui−ci a fait.Seule voix raisonnable dans cette affaire, celle du comédien philippin Alec Mapa, 42 ans, membre de la distribution: "Mon pays souffre de problèmes bien plus graves que d'une simple réplique..."

KID ROCK

Les copains d'abord

Au fil des années, Kid Rock a découvert certaines vérités fondamentales. L'une d'entre elles est que la chose la plus importante qui soit sur cette terre est d'être entouré d'amis plutôt que de trous du c... À cet égard, le chanteurest assez bien équipé en ce qui concerne cette partie de sa vie qui se passe à Malibu, où,dans une autre vie, il avait acheté une maison pour se rapprocher de Pamela Anderson. Sa gang de l'Ouest, si l'on peut dire, comprend notamment John Cusack, l'ex champion de tennis John McEnroe, Chris Chelios, que les amateurs de hockey connaissent bien, et le surfeur Laird Hamilton. On a vu pire... Sur la pelouse de sa propriété, Kid Rock a fait installer un canon datant de la guerre civile américaine. Certains soirs de java, il tire vers l'infini de la mer avec le soleil. C'était le cas de misère de la semaine.

HALLE BERRY

Test après test

Hally Berry, 40 ans, a multiplié les tests de grossesse avant de savoir si elle était enceinte.Elle a déclaré à Oprah Winfrey avoir passé"environ " 35 tests négatifs avant qu'un ultime examen lui apprenne la bonne nouvelle. Il faut croire qu'elle avait vraiment hâte de se savoir maman.Nicole Richie, 26 ans, ne s'est imposé que six tests en six mois.À chacune sa fébrilité...Mais, avant de frapper à leur porte, la cigogne ne chôme pas.Thalia, épouse de Tommy Motola, ex de Mariah Carey,vient d'accoucher d'une petite fille,Sabrina Sakaë.Et Cynthia Rodriguez, épouse d'Alex, troisième but des Yankees de New York, a eu son deuxième enfant il y a quelques jours.Enfin, Puff Diddy a confirmé être le père d'une petite fille maintenant âgée de 15 mois, qu'il a eue avec une femme d'Atlanta. C'est cette enfant qui a causé son divorce avec Kim Porter.

PETER BERG

Tous les talents

Certains artistes ont tous les talents.C'est le cas de Peter Berg, qui est tout à la fois acteur, scénariste, producteur et réalisateur. À ce titre, il a dirigé le tournage de The Kingdom avec Jamie Foxx et Jennifer Gardner. Il tourne actuellement Hancock, une production de 170 M$ avec Will Smith.Acteur, il a été instructeur de ski dans Aspen Extreme.On l'a vu dans The Last Seduction.Dans les années 1990, il a vendu son premier scénario: un épisode de Chicago Hope dans lequel il incarnait le DrKronk. Il a été aussi accessoiriste et chauffeur sur différentes productions. Le modèle parfait d'homme à tout faire. Et un brin workaholique.Après le tournage de Hancock, il enchaînera avec Lone Survivor, sur les Navy SEALs en Afghanistan.

JENNIFER LOPEZ

Comme dans un rêve

C'est peu dire que Jennifer Lopez est heureuse d'être enceinte. Et pour cause: au fil des années, la chanteuse et comédienne a multiplié les déclarations sur son désir d'être un jour maman.En septembre 2000, elle disait que la "famille est la chose la plus important qui soit.La carrière vient au second plan".En janvier 2002, c'était: "La vie serait–elle la vie si vous n'êtes pas mère?"Un an plus tard, elle disait désirer connaître "l'amour entre une mère et son enfant".En janvier 2005, elle affirmait vouloir"des enfants très bientôt ".Cet enfant (ou ces jumeaux...) sera le premier de Jennifer Lopez et le quatrième de Marc Anthony. Depuis son nouvel état, Jennifer Lopez se serait découvert un penchant particulier pour les Doritos.

JESSICA SIMPSON

Le temps d'une chasse

À chacun sa saison de chasse. Jessica Simpson est à la recherche d'un appartement à New York.On la dit aussi en quête de ce qui, selon la terminologie utilisée, peut être une âme soeur, un petit ami, un chum ou, dans un monde idéal, l'homme de sa vie. La chasse n'aurait pas été vilaine. Côté habitation, sa quête a porté ses fruits. Elle aurait déniché un appartement à son goût. Son coût: 3M$. Côté coeur, on ne sait pas exactement encore qui fut le chasseur ou la proie.Mais elle a été vue souriante au bras de Brody Jenner, un jeune homme de 24 ans qui a déjà épinglé Kristin Cavallari et Lauren Conrad. Pour l'instant, il ne s'agit que d'un flirt. C'est toujours ça de pris.

* * *

"C'est merveilleux d'avoir épousé Victoria.Parce que je l'aime...et parce que je peux utiliser tous ses produits de beauté." – David Beckham

En lien direct avec leur fils en Afghanistan; Le portable et la webcam font désormais partie de la vie du couple Lemay−Grondin

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.27
SECTION: Chez nous
PAGE: S26
BYLINE: Nelson Fecteau
DATELINE: THETFORD MINES
WORD COUNT: 678

Ce ne sont pas les 8 h de décalage horaire et les 10 250 kilomètres séparant Kandahar de Thetford Mines qui allaient réussir à séparer Brigitte Lemay et Daniel Grondin de leur fils de 39 ans, le caporal−chef Alain Grondin, en Afghanistan depuis le 29 juillet dernier.

Très peu familiers avec l'informatique, le portable et la webcam font désormais partie de leur vie de tous les jours, non sans provoquer des scènes cocasses à l'occasion.

"On l'ouvre en se levant et on le ferme tard le soir en se couchant. Quand on reçoit le signal que quelqu'un est en ligne, on devient tout énervé. On se précipite sur l'ordinateur avec nos feuilles d'instructions pis là je dis qu'est−ce qu'on fait, qu'est−ce qu'on fait?", raconte Brigitte Lemay en s'amusant de la situation.

Chose certaine, en permanence sur la table de la cuisine, l'ordinateur est devenu le centre de la vie du couple Lemay−Grondin tout comme les nombreuses feuilles qui l'entourent sur lesquelles on retrouve des consignes de toutes sortes pour entrer en communication avec leur fils.

"En l'espace de quelques instants, il nous a montré où il était installé. Ça a pris quelques secondes et il nous a dit tu viens de faire le tour de mon appartement. On a bien ri", dit son père Daniel. "Mais pour le reste, on ne trouve rien de drôle. On dirait qu'on perd un morceau de nous quand ils partent et on sait très bien qu'ils ne s'en vont pas là pour jouer au ping pong", de poursuivre ce dernier dans le langage coloré que tout le monde lui connaît.

Sa mère Brigitte raconte que, même quand il n'est pas en ligne, elle passe devant l'ordinateur et lui parle, lui dit bonjour en apercevant sa photo. "On pense à lui à coeur de jour!"

Quatrième mission

Policier militaire enquêteur basé habituellement à Ottawa et membre des Forces armées canadiennes depuis 1990, Alain Grondin en est à sa quatrième mission après la Syrie, le Pakistan et Londres. A ce dernier endroit, il est demeuré quatre ans, rattaché à l'ambassade de Londres. "A Londres, on savait qu'il avait une vie de famille. Il était là avec son épouse Lucie Pomerleau et ses enfants Karyanne et Stéphane. Il était en sécurité relative là−bas. Il y avait la distance qui nous séparait, mais on y allait deux fois par année", de raconter Mme Lemay qui découpe tout ce qui s'écrit sur l'Afghanistan dans les journaux.

Brigitte Lemay et Daniel Grondin voient venir la période des Fêtes avec appréhension. L'an dernier, ils ont appris le départ de leur fils environ trois semaines avant les Fêtes. Actuellement en vacances pour deux autres semaines à son domicile de Gatineau, leur fils Alain repartira le 3 novembre pour revenir vers le 15 février. "Il

n'est pas question qu'on assiste à son deuxième départ. Un, c'est suffisant. On se sent mal à l'aise, on ne sait pas quoi dire et comment le dire, on ne sait pas comment se comporter, l'atmosphère est lourde, on ressent une espèce de mal à l'âme. Lui, il était prêt, pas nous", de nous confier avec émotion le couple Lemay–Grondin.

"C'est leur job. Ils aiment ça, ils sont entraînés, ils sont préparés mais c'est tout de même déchirant. C'est pas des farces d'envoyer nos jeunes là–bas."

Propriétaires de l'incontournable casse–croûte la Roulotte Blanche au centre–ville de Thetford Mines, Brigitte et Daniel sont fiers de ce qu'accomplit leur fils. Même au travail, il est omniprésent. Ils ont tapissé un mur de photos d'Alain à l'entraînement à Wainwright en Alberta. Ces photos deviennent l'objet de discussions, parfois animées, sur la situation en Afghanistan.

Considérant son fils en relative sécurité sur la base de Kandahar, ce avec quoi son mari est loin d'être d'accord, Brigitte Lemay a de bonnes pensées pour les parents des militaires qui sont davantage impliqués dans le feu de l'action.

"Je les comprends, ça doit être terrible à vivre."

Chose certaine, d'ici le 15 février 2008, il y a fort à parier que le quotidien de Brigitte Lemay et Daniel Grondin continuera de tourner autour du portable qui leur procurera bien des émotions.

nfecteau@latribune.qc.ca

Six ans déjà, l'Afghanistan

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.27
SECTION: Opinions
PAGE: 19
WORD COUNT: 585

Sommes−nous à même de pouvoir nous rappeller ce qui a changé dans nos vies depuis six ans? Nous étions à l'aube du troisième millénaire et tout cela nous semblait bien prometteur. 2001, c'était l'odysée de l'espace: la chute de la station Mir, l'arrivée du Ipod et de Windows XP.

En septembre 2001, un symbole de l'empire américain s'effondrait entraînant avec lui près de 3000 personnes. C'était le début de la guerre au terrorisme et de la guerre "préventive" en Afghanistan organisée par les États−Unis via l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Illégale

Depuis six ans, cette guerre est restée illégale, en regard des traités internationaux, car fondée sur des présomptions tant sur la provenance de l'attaque du 11 septembre que sur les dangers pour la sécurité planétaire. Illégale aussi parce qu'elle n'a eu l'aval du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) qu'après que l'armée de l'OTAN fut déployée. Cette guerre de "légitime défense" est demeurée illégitime considérant que les attentats contre le World Trade Center ne permettaient en rien de réagir de manière non−diplomatique. Cette guerre du oeil pour oeil, dent pour dent perdure et rien n'a changé, du moins pour le mieux.

Si l'on en croit la député afghane Malalaï Joya, le Conseil de Senlis, Amnistie International et Human Rights Watch: les droits humains, la démocratie et le sort des femmes n'ont pas connu l'amélioration dont se targuent notre gouvernement et ses généraux. Ce serait pousser la prétention trop loin que de dire que les droits de la personne sont en bonne voie, car il faudrait omettre que chaque jour, des afghanEs sont détenuEs, interrogéEs et torturéEs, et ce, sans raison valable.

Pour y croire, il faudrait oublier le rapport de l'organisation internationale WOMANKIND Worldwide qui démontre que ces souhaits en matière de droits des femmes sont restés des paroles et qu'il y a eut une hausse des auto−immolations, du mariage d'enfants ainsi que du trafic humain et de la prostitution.

Il faudrait, pour voir en cette guerre un acte d'ouverture vers la démocratie, ne pas considérer que plus de la moitié du Parlement est maintenue par des personnes liées aux groupes armés ou coupables de violation des droits de la personne. Que, selon les dires de Malalaï Joya, 70 pour cent du Parlement serait composé de seigneurs de guerre et de leurs agents.

Il y a pourtant eu des changements. Depuis 2001, les Forces canadiennes se sont grandement intégrées à l'armée états−unienne. Leurs budgets sont passés de 9,6 milliards de dollars en 1998−1999 à 14,7 milliards pour 2006−2007 dans le cadre d'une augmentation prévue de 18 milliard sur cinq ans.

Près de 10 000 soldats ont participé à cette guerre et notre participation aux "casques bleus" de l'ONU est passée de 1149 soldats en 1991 à 56 en août 2006.

Des chiffres crédibles à propos des pertes civiles afghanes, qui se comptent en centaine de milliers, représenteraient aussi un changement.

Nous pourrions nous rappeller ces six dernières années le 27 octobre, Journée d'action contre l'occupation en Afghanistan. Cela enverrait un message clair au gouvernement conservateur qui considère la mission canadienne "juste et nécessaire", ainsi qu'aux Forces canadiennes qui croient qu'il faut provoquer "un changement de culture". Des mots qui évoquent peu l'opinion de la population québécoise considérant que 67 pour cent de celle−ci est en désaccord avec la mission en Afghanistan.

Francis Poulin

pour la Table ronde des organismes volontaires et d'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE)

Afghanistan: Hillier nie tout désaccord avec Harper

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 2
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Terry Pedwell
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 318

Le chef d'état–major du Canada a nié être en contradiction avec le premier ministre en ce qui concerne la mission en Afghanistan.

"Il n'y a aucune différence d'opinions", a assuré le général Rick Hillier hier à Ottawa, de retour d'une visite à Kandahar.

Les partis d'opposition avaient demandé plus tôt hier au gouvernement conservateur d'expliquer pourquoi le général Hillier semblait avoir contredit le premier ministre Stephen Harper sur le temps nécessaire avant le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan.

Dans son discours du Trône la semaine dernière, le premier ministre avait déclaré que la police et l'armée afghane devraient être autosuffisantes et assurer la sécurité d'ici 2011.

A Kandahar cette semaine, le général Rick Hillier, pour sa part, avait dit s'attendre à ce que les forces de l'OTAN demeurent encore en Afghanistan pour au moins 10 ans.

Le chef libéral adjoint, Michael Ignatieff, avait déclaré aux Communes que la différence sur le calendrier de la mission afghane était une question de confiance au gouvernement.

"Ce qui est en jeu ici est la compétence et la crédibilité du gouvernement", avait–il dit.

En entrevue à CBC Newsworld, le chef d'état–major, a répété avec attention que c'est le gouvernement, et non l'armée, qui prenait les décisions à propos de la mission en Afghanistan.

"J'ai parlé au premier ministre, a indiqué le général Hillier. Je vois très clairement où il veut aller et ce dont il a besoin. Je suis totalement en accord avec ça, sinon je ne serais pas son chef d'état–major de la Défense."

Le militaire a expliqué que quand il avait parlé de 10 ans ou plus, il s'agissait du temps nécessaire pour former des officiers supérieurs de qualité et pour être en mesure d'en produire régulièrement.

Il a ajouté que la mission militaire canadienne dans la province de Kandahar peut assurément être réalisée.

M. Harper a promis de tenir un débat et un vote aux Communes sur le prolongement de la mission canadienne en Afghanistan et a averti les alliés du Canada à l'OTAN qu'un tel prolongement dépendait de ce vote.

Le général Hillier a toutefois averti que le Canada ne pourrait pas compléter sa mission d'entraînement de l'armée et de la police afghanes dans les délais prescrits actuellement par le Parlement, soit d'ici février 2009.

le général Rick Hillier dit qu'on l'a mal compris

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 75
SOURCE: Presse Canadienne
BYLINE: Terry Pedwell
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 319

Le chef d'état−major du Canada a nié être en contradiction avec le premier ministre en ce qui concerne la mission en Afghanistan.

"Il n'y a aucune différence d'opinions", a assuré le général Rick Hillier hier à Ottawa, de retour d'une visite à Kandahar.

Les partis d'opposition avaient demandé plus tôt hier au gouvernement conservateur d'expliquer pourquoi le général Hillier semblait avoir contredit le premier ministre Stephen Harper sur le temps nécessaire avant le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan.

Dans son discours du Trône la semaine dernière, le premier ministre avait déclaré que la police et l'armée afghane devraient être autosuffisantes et assurer la sécurité d'ici 2011.

A Kandahar cette semaine, le général Rick Hillier avait, pour sa part, avait dit s'attendre à ce que les forces de l'OTAN demeurent encore en Afghanistan pour au moins 10 ans.

Le chef libéral adjoint, Michael Ignatieff, avait déclaré aux Communes que la différence sur le calendrier de la mission afghane était une question de confiance au gouvernement.

"Ce qui est en jeu ici est la compétence et la crédibilité du gouvernement", avait−il dit.

En entrevue à CBC Newsworld, le chef d'état−major, a répété avec attention que c'est le gouvernement, et non l'armée, qui prenait les décisions à propos de la mission en Afghanistan.

"J'ai parlé au premier ministre, a indiqué le général Hillier. Je vois très clairement où il veut aller et ce dont il a besoin. Je suis totalement en accord avec ça, sinon je ne serais pas son chef d'état−major de la Défense."

Le militaire a expliqué que quand il avait parlé de 10 ans ou plus, il s'agissait du temps nécessaire pour former des officiers supérieurs de qualité et pour être en mesure d'en produire régulièrement.

Il a ajouté que la mission militaire canadienne dans la province de Kandahar peut assurément être réalisée.

M. Harper a promis de tenir un débat et un vote aux Communes sur le prolongement de la mission canadienne en Afghanistan et a averti les alliés du Canada à l'OTAN qu'un tel prolongement dépendait de ce vote.

Le général Hillier a toutefois averti que le Canada ne pourrait pas compléter sa mission d'entraînement de l'armée et de la police afghanes dans les délais prescrits actuellement par le Parlement, soit d'ici février 2009.

Tony Blair croit que le Canada deviendra une grande puissance dans le monde

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 74
SOURCE: La Presse Canadienne
PHOTO: Photo − PC
DATELINE: Calgary
ILLUSTRATION: Tony Blair lors de son allocuation à Calgary, hier.
WORD COUNT: 276

L'ancien premier ministre britannique Tony Blair a profité de sa première visite au Canada depuis qu'il a quitté la direction de son pays pour prédire que le rôle du pays sur la scène mondiale est appelé à croître.

Il s'est exprimé devant 2400 convives qui avaient payé chacun 400 $ le repas pour entendre l'ancien premier ministre parler de ses années au pouvoir et de son rôle au Moyen−Orient pour les Nations Unies et l'Union européenne.

"Je dis souvent que le Canada deviendra une des nations les plus puissantes du monde, a−t−il lancé. Mais avec cela viennent des responsabilités."

L'ancien politicien a déclaré que la mondialisation était un fait et que l'écart croissant entre les sociétés ouvertes et fermées devenait encore plus important que celui qui divise la gauche et la droite sur le spectre politique.

Il a cité un investissement récent, à hauteur de 5 milliards $, par la firme Abu Dhabi National Energy dans le secteur énergétique canadien, comme preuve de l'interdépendance du monde d'aujourd'hui. M. Blair craint que le terrorisme international puisse prendre une génération avant d'être vaincu, puisque ses racines sont profondes, selon lui.

Il a par ailleurs félicité les soldats canadiens pour leurs efforts en Afghanistan, tout en reconnaissant que cette mission ne fait pas l'unanimité. M. Blair a déclaré que la décision la plus difficile que puisse prendre un leader est celle qui entraîne la mort de soldats.

Il a soutenu qu'il était crucial que les alliés ne fléchissent pas dans leur combat contre les islamistes radicaux.

"Nous devons comprendre que si nous abandonnons en Irak, alors nous ferons face à une plus grande pression en Afghanistan. Et si nous abandonnons en Afghanistan, nous ferons face à une plus grande pression ailleurs dans la région", a−t−il lancé.

La plainte contre Radio−Canada rejetée

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.27
SECTION: Politique
PAGE: A15
BYLINE: Fontaine, Hugo
WORD COUNT: 131

L'ombudsman de la Société Radio−Canada, Julie Miville−Dechêne, rejette la plainte de cinq groupes pacifistes qui estiment que la couverture de la guerre en Afghanistan par la télévision publique francophone a été "profondément biaisée" durant l'été.

L'ombudsman, qui a visionné plusieurs heures de programmation, conclut que la couverture a été "imparfaite et incomplète", mais pas biaisée. Tout en indiquant que les militants pacifistes ont été plutôt discrets au cours de l'été, elle note que la SRC a manqué quelques occasions de souligner leur point de vue.

Selon Normand Beaudet, du Centre de ressources sur la non−violence, un des organismes derrière la plainte, la décision de l'ombudsman paraît "curieuse". "On va maintenant essayer de passer au Conseil de presse", a−t−il dit.

Harper contredit le général Hillier

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.27
SECTION:	Politique
PAGE:	A15
BYLINE:	De Grandpré, Hugo
PHOTO:	Photo Chris Wattie, archives Reuters
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Le patron des Forces armées canadiennes, le général RickHillier, discute avec le premier ministre Stephen Harper avant le discours du Trône, le 16 octobre dernier au Sénat. Si les propos des deux hommes se sont contredits hier, ni la position de Rick Hillier ni celle de Stephen Harper n'est partagée par les autres partis de la Chambre des communes.
WORD COUNT:	622

Le bureau du premier ministre a contredit le général Rick Hillier, hier, quant à la date à laquelle l'Afghanistan sera en mesure de défendre sa souveraineté. Cette contradiction a amené l'opposition à questionner le leadership du gouvernement Harper sur la mission afghane.

Jeudi à Kandahar, le patron des Forces armées canadiennes a indiqué à des journalistes que cela prendrait 10 ans avant que l'armée afghane puisse assurer la sécurité du pays.

"Cela prendra environ 10 ans pour construire une armée, a–t–il dit, et la rendre professionnelle et capable de répondre aux besoins de sécurité."

Cette position va à l'encontre de celle présentée par le premier ministre Stephen Harper dans son discours du Trône, adopté cette semaine. "Le Canada (...) doit s'attarder à accélérer la formation des forces armées et policières afghanes afin de faire en sorte que le gouvernement afghan soit en mesure de défendre sa souveraineté." "Or, cet objectif ne sera pas atteint d'ici février 2009, mais notre gouvernement croit qu'il pourrait l'être d'ici 2011."

En entrevue à CTV, une porte–parole du premier ministre, Sandra Buckler, a réitéré cette position, contredisant du même coup le général Hillier.

"Notre objectif a toujours été de renforcer la capacité du peuple afghan de défendre lui–même sa souveraineté et nous savons que cela ne se fera pas du jour au lendemain", a–t–elle déclaré.

"Notre gouvernement croit que cet objectif devrait être atteint d'ici 2011, soit à la fin de la période couverte par le Pacte pour l'Afghanistan."

Le Pacte pour l'Afghanistan est une feuille de route pour la consolidation de la paix, à laquelle l'ONU et une soixantaine de pays ont adhéré.

Le bureau du premier ministre a cependant rappelé qu'il reviendrait aux députés de la Chambre des communes de voter sur la prolongation de la mission afghane au–delà de 2007.

"Nous attendons bien sûr le rapport du groupe de travail dirigé par M. (John) Manley, mais je répète ce que nous avons dit à maintes reprises déjà, et que nous continuerons de répéter, soit qu'il reviendra au Parlement au bout du compte de décider de la durée du mandat de nos forces armées en Afghanistan", a indiqué Dimitri

Soudas, un autre porte−parole du premier ministre.

Mais ni la position de Rick Hillier ni celle du premier ministre Stephen Harper n'est partagée par les autres partis de la Chambre des communes. Le NPD souhaite un retrait immédiat des troupes, tandis que le Bloc québécois et le Parti libéral veulent que la mission se termine à la date initiale de février 2009.

A la période de questions, hier, le gouvernement a dû affronter les tirs nourris des partis de l'opposition. "Qui parle pour le Canada? Qui est en charge de la mission? Qui est crédible, le premier ministre ou le général Hillier?" a lancé le député libéral Michael Ignatieff.

Le chef du NPD, Jack Layton, a pour sa part rappelé que son parti affirme depuis longtemps qu'il n'y a pas de fin en vue pour la mission afghane. "De dire que nous allons y être pour encore 10 ans équivaut à dire qu'il n'y a pas de fin de la mission en vue", a−t−il fait remarquer.

Dans une entrevue accordée en fin de journée hier à CTV Newsnet, le général Rick Hillier a précisé ses propos et réaffirmé son lien de subordination envers le gouvernement.

"Ce que j'ai dit, c'est ceci: nous avons des directives très claires pour notre mission jusqu'à février 2009, a−t−il précisé. Nous savons ce que nous avons à faire à Kandahar et ces directives sont venues du gouvernement canadien, comme cela doit certainement être le cas." Le général a dit avoir bon espoir de pouvoir entraîner un nombre suffisant de soldats afghans d'ici deux à trois ans pour qu'ils dirigent des opérations permettant d'assurer la sécurité et la stabilité dans la province de Kandahar.

"Quand j'ai parlé du long terme, je parlais de construire l'armée afghane au complet, ce qui n'est pas notre responsabilité, qui se limite à la province de Kandahar", a ajouté Rick Hillier.

Harper contredit Hillier

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 54
SOURCE: LA PRESSE
BYLINE: HUGO DE GRANDPRÉ
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 579

Le bureau du premier ministre a contredit le général Rick Hillier, hier, quant à la date à laquelle l'Afghanistan sera en mesure de défendre sa souveraineté. Cette contradiction a amené l'opposition à questionner le leadership du gouvernement Harper sur la mission afghane. Jeudi à Kandahar, le patron des Forces armées canadienne a indiqué à des journalistes que cela prendrait 10 ans avant que l'armée afghane puisse assurer la sécurité du pays.

"Cela prendra environ 10 ans pour construire une armée, a–t–il dit, et la rendre professionnelle et capable de répondre aux besoins de sécurité."

Cette position va à l'encontre de celle présentée par le premier ministre Stephen Harper dans son discours du Trône, adopté cette semaine. "Le Canada (...) doit s'attarder à accélérer la formation des forces armées et policières afghanes afin de faire en sorte que le gouvernement afghan soit en mesure de défendre sa souveraineté." "Or, cet objectif ne sera pas atteint d'ici février 2009, mais notre gouvernement croit qu'il pourrait l'être d'ici 2011."

En entrevue à CTV, une porte–parole du premier ministre, Sandra Buckler, a réitéré cette position, contredisant du même coup le général Hillier.

"Notre objectif a toujours été de renforcer la capacité du peuple afghan de défendre lui–même sa souveraineté et nous savons que cela ne se fera pas du jour au lendemain", a–t–elle déclaré.

"Notre gouvernement croit que cet objectif devrait être atteint d'ici 2011, soit à la fin de la période couverte par le Pacte sur l'Afghanistan."

Le Pacte pour l'Afghanistan est une feuille de route pour la consolidation de la paix, à laquelle l'ONU et une soixantaine de pays ont adhéré.

Le bureau du premier ministre a cependant rappelé qu'il reviendrait aux députés de la Chambre des communes de voter sur la prolongation de la mission afghane au–delà de 2007. "Nous attendons bien sûr le rapport du groupe de travail dirigé par M. (John) Manley, mais je répète ce que nous avons dit à maintes reprises déjà, et que nous continuerons de répéter, soit qu'il reviendra au Parlement au bout du compte de décider de la durée du mandat de nos forces armées en Afghanistan", a indiqué Dimitri Soudas, un autre porte–parole du premier ministre.

Tirs nourris de l'opposition

Mais ni la position de Rick Hillier ni celle du premier ministre Stephen Harper n'est partagée par les autres partis de la Chambre des communes. Le NPD souhaite un retrait immédiat des troupes, tandis que le Bloc québécois et le Parti libéral veulent que la mission se termine à la date initiale de février 2009.

A la période de questions, hier, le gouvernement a dû affronter les tirs nourris de trois partis d'opposition. "Qui parle pour le Canada? Qui est en charge de la mission? Qui est crédible, le premier ministre ou le général Hillier?" a lancé le député libéral Michael Ignatieff.

Le chef du NPD, Jack Layton, a pour sa part rappelé que son parti affirme depuis longtemps qu'il n'y a pas de fin en vue pour la mission afghane. "De dire que nous allons y être pour encore 10 ans équivaut à dire qu'il n'y a pas de fin de la mission en vue", a–t–il fait remarquer.

"Je parlais de l'armée au complet"

En entrevue dès son retour au pays à CTV Newsnet en fin de journée hier, le général Rick Hillier a précisé ses propos et réaffirmé son lien de subordination envers le gouvernement.

"Ce que j'ai dit, c'est ceci nous avons des directives très claires pour notre mission jusqu'à février 2009, a–t–il précisé. Nous savons ce que nous avons à faire à Kandahar et ces directives sont venues du gouvernement canadien, comme cela doit certainement être le cas."

Le Canada deviendra une puissance –Tony Blair

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 53
SOURCE: Presse Canadienne
DATELINE: CALGARY
WORD COUNT: 215

L'ancien premier ministre britannique Tony Blair a profité de sa première visite au Canada depuis qu'il a quitté la direction de son pays pour prédire que le rôle du pays sur la scène mondiale est appelé à croître.

Il s'est exprimé devant 2400 convives qui avaient payé chacun 400 $ le repas pour entendre l'ancien premier ministre parler de ses années au pouvoir et de son rôle au Moyen–Orient pour les Nations Unies et l'Union européenne.

"Je dis souvent que le Canada deviendra une des nations les plus puissantes du monde, a–t–il lancé. Mais avec cela viennent des responsabilités."

L'ancien politicien a déclaré que la mondialisation était un fait et que l'écart croissant entre les sociétés ouvertes et fermées devenait encore plus important que celui qui divise la gauche et la droite sur le spectre politique.

Il a cité un investissement récent, à hauteur de 5 milliards $, par la firme Abu Dhabi National Energy dans le secteur énergétique canadien, comme preuve de l'interdépendance du monde d'aujourd'hui. M. Blair craint que le terrorisme international puisse prendre une génération avant d'être vaincu, puisque ses racines sont profondes, selon lui.

Il a par ailleurs félicité les soldats canadiens pour leurs efforts en Afghanistan, tout en reconnaissant que cette mission ne fait pas l'unanimité.

M. Blair a soutenu qu'il était crucial que les alliés ne fléchissent pas dans leur combat contre les islamistes radicaux.

L'excédent budgétaire fédéral touche 8,7 MM $

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.27
SECTION: Économie
PAGE: 42
SOURCE: Presse Canadienne
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 276

L'excédent budgétaire engrangé par le gouvernement fédéral ne cesse de s'accroître et s'est engraissé de tout près d'un milliard de dollars en août, a révélé vendredi le ministère des Finances.

L'excédent s'est apprécié de 900 millions $ pendant ce mois, portant à 8,7 milliards $ l'excédent accumulé depuis le début de l'exercice fiscal il y a cinq mois.

Le ministère a précisé que les revenus ont totalisé 18,6 milliards $ en août, en hausse d'un milliard par rapport à la même période l'an dernier, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de la taxe sur les produits et services et des revenus non fiscaux. Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 300 millions $ en août.

Excédent en hausse

L'excédent budgétaire estimatif est en hausse de 1,5 milliard $ par rapport à l'excédent de 7,2 milliards $ signalé pour la même période de l'exercice précédent, qui s'est terminé avec un surplus de 13,8 milliards $.

Les charges de programmes ont augmenté de 700 millions $, une poussée de 5,1 pour cent en un an, sous l'effet de la hausse des paiements de transfert et de l'augmentation des charges de fonctionnement des ministères. Pour les cinq premiers mois, le gouvernement rapporte que les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards $, ou 6,2 pour cent depuis l'an dernier, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment ceux de la Défense nationale.

Les dépenses de la Défense nationale ont atteint 6,5 milliards $, notamment en raison de la guerre en Afghanistan, en hausse de 5,8 pour cent en un an.

Les milliards s'accumulent à Ottawa

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 36
SOURCE: La Presse Canadienne
WORD COUNT: 277

L'excédent budgétaire engrangé par le gouvernement fédéral ne cesse de s'accroître et s'est engraissé de tout près d'un milliard de dollars en août, a révélé hier le ministère des Finances.

L'excédent s'est apprécié de 900 millions $ pendant ce mois, portant à 8,7 milliards $ l'excédent accumulé depuis le début de l'exercice fiscal il y a cinq mois.

Le ministère a précisé que les revenus ont totalisé 18,6 milliards $ en août, en hausse d'un milliard par rapport à la même période l'an dernier, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de la taxe sur les produits et services et des revenus non fiscaux. Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 300 millions $ en août, une hausse de 13,4 % en un an.

L'excédent budgétaire estimatif est en hausse de 1,5 milliard $ par rapport à l'excédent de 7,2 milliards $ signalé pour la même période de l'exercice précédent, qui s'est terminé avec un surplus de 13,8 milliards $.

Les charges de programmes ont augmenté de 700 millions $, une poussée de 5,1 % en un an, sous l'effet de la hausse des paiements de transfert et de l'augmentation des charges de fonctionnement des ministères. Pour les cinq premiers mois, le gouvernement rapporte que les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards $, ou 6,2 % depuis l'an dernier, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment ceux de la Défense nationale.

Les dépenses de la Défense nationale ont atteint 6,5 milliards $, notamment en raison de la guerre en Afghanistan, en hausse de 5,8 % en un an.

Tony Blair voit grand pour le Canada

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 32
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Calgary
WORD COUNT: 276

L'ancien premier ministre britannique Tony Blair a profité de sa première visite au Canada depuis qu'il a quitté la direction de son pays pour prédire que le rôle du pays sur la scène mondiale est appelé à croître.

Il s'est exprimé devant 2400 convives qui avaient payé chacun 400 $ le repas pour entendre l'ancien premier ministre parler de ses années au pouvoir et de son rôle au Moyen−Orient pour les Nations unies et l'Union européenne.

"Je dis souvent que le Canada deviendra une des nations les plus puissantes du monde, a−t−il lancé. Mais avec cela viennent des responsabilités."

L'ancien politicien a déclaré que la mondialisation était un fait et que l'écart croissant entre les sociétés ouvertes et fermées devenait encore plus important que celui qui divise la gauche et la droite sur le spectre politique.

Il a cité un investissement récent, à hauteur de 5 milliards $, par la firme Abu Dhabi National Energy dans le secteur énergétique canadien, comme preuve de l'interdépendance du monde d'aujourd'hui. M. Blair craint que le terrorisme international puisse prendre une génération avant d'être vaincu, puisque ses racines sont profondes, selon lui.

Il a par ailleurs félicité les soldats canadiens pour leurs efforts en Afghanistan, tout en reconnaissant que cette mission ne fait pas l'unanimité. M. Blair a déclaré que la décision la plus difficile que puisse prendre un leader est celle qui entraîne la mort de soldats.

Il a soutenu qu'il était crucial que les alliés ne fléchissent pas dans leur combat contre les islamistes radicaux.

"Nous devons comprendre que si nous abandonnons en Irak, alors nous ferons face à une plus grande pression en Afghanistan. Et si nous abandonnons en Afghanistan, nous ferons face à une plus grande pression ailleurs dans la région", a−t−il lancé.

Hillier affirme qu'on l'a mal compris

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 30
COLUMN: En bref
SOURCE: La Presse Canadienne
WORD COUNT: 158

Le chef d'état−major assure qu'il n'y a pas de contradiction entre ce qu'il dit et ce que le premier ministre dit sur la mission en Afghanistan. A Kandahar cette semaine, le général Rick Hillier évaluait qu'il faudrait plus de 10 ans à l'armée afghane pour être autosuffisante. Stephen Harper parlait plutôt d'un peu plus de trois ans, dans son discours du Trône. M. Harper disait, dans ce discours, que les militaires canadiens ne devraient pas partir avant de s'assurer que les militaires afghans peuvent prendre la relève et cela, selon lui, deviendrait possible en 2011. Hier après−midi, une porte−parole du général Hillier a assuré qu'il n'y a pas de différence entre ce que le général a dit et la position officielle du gouvernement Harper. Elle n'a pas voulu en dire davantage.

Bulletin maison de mi−saison

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.27
SECTION:	Arts magazine télévision
PAGE:	A6
COLUMN:	Télévision
BYLINE:	Therrien, Richard
ILLUSTRATION:	Le moment de vérité, le must de l'automne; Animé parVéronique Cloutier, Paquet voleur ouvre les esprits plutôt que des valises.; François Avard s'est royalement trompé avec Pendant ce temps devant la télé.; Richard Martineau et Patrick Lagacé ont réussi plusieurs bons coups.; Serge Postigo se cherche dans Ça manque à ma culture.; Le contenant passe avant le contenu dans Cabine C.; Urbania, Montréal en 12 lieux ne cesse d'étonner.; Les hauts et les bas de Sophie Paquin, une charmante comédie.
WORD COUNT:	628

Maintenant que les différentes programmations ont pris leur erre d'aller, voici venu le temps de remettre notre premier bulletin de la saison. Plusieurs nouveautés se tiennent au−dessus de la moyenne et méritent de gros collants d'étoiles. D'autres risquent de redoubler leur année...

LE MOMENT DE VÉRITÉ (9/10)

Radio−Canada

Patrice L'Écuyer frappe dans le mille avec ses défis impossibles. On passe par la peur, l'excitation, la déception et l'exaltation à voir ces concurrents se dépasser pour gagner de gros prix. Le must de l'automne.

PAQUET VOLEUR (8/10)

Radio−Canada

Enfin un jeu qui allie hasard et connaissances générales. C'est bien beau ouvrir des trappes ou des valises, on veut s'en sortir moins niaiseux.

INFOMAN (7,5/10)

Radio−Canada

Un de mes moments préférés de la semaine : les capsules tirées de l'émission du maire de Saguenay, Jean "Là−là" Tremblay, qui parle autant de religion que de catastrophes naturelles.

RUMEURS (6/10)

Radio−Canada

Que voulez−vous, je m'ennuie d'Esther et de Benoît. Et le personnage d'Hélène commence sérieusement à me taper sur les nerfs, mais jamais autant que son nouveau directeur artistique, trop flyé pour qu'on y croit.

LES FRANCS−TIREURS (8/10)

Télé−Québec

Beaucoup de bons coups cet automne, dont la présentation au ministre Couillard d'une entrevue coup de poing avec trois infirmières, et la grosse tête des personnalités qui accèdent au rang de vedettes.

LES SOEURS ELLIOT (6/10)

TVA

J'attendais beaucoup de ce formidable trio d'actrices. Mais je ne suis pas encore tout à fait conquis par cette histoire familiale singulière, qui manque un peu de dynamisme et de suspense. Donnons encore une chance.

URBANIA, MONTRÉAL EN 12 LIEUX (9/10)

TV5

Laissons de côté la rivalité pour admirer cette série léchée qui nous fait voir Montréal autrement. L'émission sur le métro Berri−UQAM était particulièrement réussie, avec cette visite étonnante au département des objets trouvés. On attend la version "Québec".

DIEU MERCI! (7/10) TVA

J'ai eu un coup de coeur pour la nouveauté d'Éric Salvail, qui s'est hélas essoufflée un peu vite. Un Méritas à Mélanie Maynard, drôlement efficace en fille de riche famille anglaise. Bonnet d'âne au juge, Gaston Lepage, dont les commentaires ne mènent à rien.

PENDANT CE TEMPS, DEVANT LA TÉLÉ (1/10)

Radio−Canada

Voilà le secret le mieux gardé de la grille de Radio−Canada... et qui devrait le rester! Pourtant, un auteur brillant, François Avard atteint le fond avec cette parodie de la télé, d'une insignifiance rare. De la télé pour ados non pas attardés, mais retardés.

LE TÉLÉJOURNAL QUÉBEC (5/10)

Radio−Canada

Que mon bulletin me parle de nos soldats en Afghanistan est essentiel. Quand c'est pertinent. A nous servir toujours la même rengaine à coups de reportages et de débats inutiles, on finit par banaliser le drame et par changer de poste. Mo−dé−ra−tion, s.v.p.

LES HAUTS ET LES BAS DE SOPHIE PAQUIN (8/10)

Radio−Canada

On ne se lasse pas de cette charmante comédie, aussi vivante que touchante. Mentions spéciales à Élise Guilbault, qui mériterait le Gémeaux de la meilleure saucisse québécoise, et à Isabelle Vincent, irrésistible en agente de casting.

ÇA MANQUE A MA CULTURE (4/10)

Télé−Québec

On va finir par croire que produire un magazine culturel captivant est chose impossible. Brillant aux Gémeaux, Serge Postigo déçoit dans cette émission qui se cherche sans se trouver. Tant qu'à ça, ramenez−nous Bon dimanche.

TOUT LE MONDE EN PARLE (8/10)

Radio−Canada

Toujours un incontournable. Rachid Badouri m'a fait rire, j'ai redécouvert Yves Corbeil, et l'imam Omar Koné m'a rassuré. Dans la catégorie "hors de l'ordinaire", Nelly Arcan, Christian Mistral et Philippe Tisseyre n'ont laissé personne indifférent.

LES BOYS (7,5/10)

Radio−Canada

Je préfère l'humour de Tout sur moi et de Sophie Paquin, mais il faut bien admettre que Les Boys ont réussi leur passage au petit écran. Dans mon livre à moi, Paul Houde et Pierre Lebeau méritent d'être intronisés au panthéon de l'humour.

CABINE C (5/10)

ARTV

Christiane Charette est une grande intervieweuse et ne devrait pas avoir besoin de gadget pour soutirer des confidences. A force de vouloir réinventer l'entrevue, on fait passer le contenant avant le contenu.

C'EST JUSTE DE LA TV (5/10)

ARTV

Débuts chaotiques pour cette émission abandonnée par Lise Payette, remplacée depuis par Monique Simard. Enfin, on peut critiquer la télé à la télé, mais le concept manque nettement de cohésion. Trente minutes auraient suffi.

rtherrien@lesoleil.com

Excédent budgétaire fédéral de 8,7 G $ pour les cinq premiers mois

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.27
SECTION: Affaires
PAGE: 52
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 275

L'excédent budgétaire engrangé par le gouvernement fédéral ne cesse de s'accroître et a engraissé de tout près de 1 milliard $ en août, a révélé hier le ministère des Finances.

L'excédent s'est apprécié de 900 millions $ pendant ce mois, portant à 8,7 milliards $ l'excédent accumulé depuis le début de l'exercice fiscal il y a cinq mois.

Le ministère a précisé que les revenus ont totalisé 18,6 milliards $ en août, en hausse d'un milliard par rapport à la même période l'an dernier, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de la taxe sur les produits et services et des revenus non fiscaux. Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 300 millions $ en août, une hausse de 13,4 % en un an.

L'excédent budgétaire estimatif est en hausse de 1,5 milliard $ par rapport à l'excédent de 7,2 milliards $ signalé pour la même période de l'exercice précédent, qui s'est terminée avec un surplus de 13,8 milliards $.

Les charges de programmes ont augmenté de 700 millions $, une poussée de 5,1 % en un an, sous l'effet de la hausse des paiements de transfert et de l'augmentation des charges de fonctionnement des ministères. Pour les cinq premiers mois, le gouvernement rapporte que les charges de programmes ont augmenté de 4,4mil– liards $, ou 6,2 %, depuis l'an dernier, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment ceux de la Défense nationale.

Les dépenses de la Défense nationale ont atteint 6,5 milliards $, notamment en raison de la guerre en Afghanistan, en hausse de 5,8 % en un an.

Afghanistan : le général Rick Hillier dans l'embarras

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.27
SECTION: Actualités
PAGE: 34
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 338

Le chef d'état−major du Canada a dû s'expliquer hier, après que les partis d'opposition ont affirmé qu'il avait contredit le premier ministre sur la mission en Afghanistan, ce qu'il a nié.

"Il n'y a aucune différence d'opinions", a assuré le général Rick Hillier hier à Ottawa, de retour d'une visite à Kandahar.

Les partis d'opposition avaient demandé plus tôt hier au gouvernement conservateur d'expliquer pourquoi le général Hillier semblait avoir contredit le premier ministre Stephen Harper sur le temps nécessaire avant le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan.

Dans son discours du Trône la semaine dernière, le premier ministre avait déclaré que la police et l'armée afghane devraient être autosuffisantes et assurer la sécurité d'ici 2011.

A Kandahar cette semaine, le général Rick Hillier avait, pour sa part, dit s'attendre à ce que les forces de l'OTAN demeurent encore en Afghanistan pour au moins 10 ans.

Le chef libéral adjoint, Michael Ignatieff, avait déclaré aux Communes que la différence sur le calendrier de la mission afghane était une question de confiance envers le gouvernement.

"Ce qui est en jeu ici est la compétence et la crédibilité du gouvernement", avait−il dit.

En entrevue à CBC Newsworld, le chef d'état−major, a répété avec attention que c'est le gouvernement, et non l'armée, qui prenait les décisions à propos de la mission en Afghanistan.

"J'ai parlé au premier ministre, a indiqué le général Hillier. Je vois très clairement où il veut aller et ce dont il a besoin. Je suis totalement en accord avec ça, sinon je ne serais pas son chef d'état−major de la Défense."

Le militaire a expliqué que quand il avait parlé de 10 ans ou plus, il s'agissait du temps nécessaire pour former des officiers supérieurs de qualité et pour être en mesure d'en produire régulièrement. Il a ajouté que la mission militaire canadienne dans la province de Kandahar peut assurément être réalisée.

M. Harper a promis de tenir un débat et un vote aux Communes sur le prolongement de la mission canadienne en Afghanistan et a averti les alliés du Canada à l'OTAN qu'un tel prolongement dépendait de ce vote.

Le général Hillier a toutefois averti que le Canada ne pourrait pas compléter sa mission d'entraînement de l'armée et de la police afghanes dans les délais prescrits actuellement par le Parlement, soit d'ici février 2009.

Le Québec dans la mire

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.27
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	b4
BYLINE:	Cornellier, Manon
WORD COUNT:	987

Il n'y a pas qu'au Québec qu'on débat d'identité, d'immigration et du traitement des minorités religieuses. Depuis longtemps, les journaux canadiens−anglais publient lettres et textes d'opinions sur le sujet et il y en a pour tous les goûts. Mais quand ça se passe au Québec, ça attire l'attention. Une attention sélective toutefois. Alors qu'à peu près personne n'a écrit pendant des semaines sur la commission Bouchard−Taylor, beaucoup de journaux, presque tous ontariens, étaient à Trois−Rivières, alléchés par la comparution du conseiller de Hérouxville. Et ce sont surtout des journaux ontariens encore qui ont commenté le projet de loi sur la citoyenneté de Pauline Marois.

La réaction la plus virulente à tout le débat québécois est venue de Don Martin, dans un texte publié dans le National Post, le Calgary Herald, le Ottawa Citizen et le Leader−Post de Regina. «Étant donné les différents gestes posés par les forces séparatistes depuis un mois, avec l'étonnant appui des libéraux provinciaux, écrit−il, le seul visage qu'on a besoin de découvrir est celui du racisme à peine voilé qui fait rage en politique québécoise. Dans cette bousculade pour une identité québécoise purifiée et nettoyée, nombre de politiciens proposent ou jonglent avec de choquantes limites démocratiques à imposer aux anglophones ou aux "ressortissants étrangers", y compris les nouveaux arrivants venant des neuf autres provinces.»

Et tout cela se déroule avec la commission Bouchard−Taylor en toile de fond. Martin est persuadé que les non−francophones ne sont pas les bienvenus au Québec et que, si la province devenait indépendante, ils pourraient perdre leurs droits démocratiques. «Et vous pensiez que l'Afghanistan avait de la difficulté avec la notion de démocratie», s'exclame−t−il. Le journaliste se dit inquiet du silence du gouvernement fédéral alors que «le Québec devient de plus en plus xénophobe». Martin est catégorique. «Les émotions, les opinions et les prises de position partisanes qui dominent le débat politique au Québec ont une odeur de racisme qui ne doit pas être tolérée dans aucune langue officielle.»

Le même jour, dans le Post, la commentatrice invitée Karen Selick se livrait pourtant à un plaidoyer en faveur de la mise au rancart des lois sur les droits de la personne qui tendent à limiter la liberté de parole «en nous disant ce que nous ne pouvons pas dire, c'est−à−dire quoi que ce soit qui puisse offenser quelqu'un appartenant à un groupe minoritaire». Selon elle, ces lois sont «inutiles, destructives et trompeuses». On a entendu ça ailleurs.

Exemple de la diversité des points de vue canadiens−anglais, Naomi Lakritz affichait, le même jour dans le Calgary Herald et le lendemain dans The Province de Vancouver, son inquiétude devant la montée d'une certaine xénophobie, non seulement au Québec mais dans tout le Canada. Après le 11−Septembre, note−t−elle, on s'est mis à regarder avec méfiance des façons de faire qu'on acceptait auparavant, en particulier le port du hidjab. Elle compare le climat actuel à celui qui a conduit à l'internement des Japonais et des Ukrainiens durant les deux grandes guerres.

Lakritz explique que «la peur de l'Autre surgit quand quelqu'un d'une certaine religion, couleur ou culture commet un crime haineux ou un acte hostile». On projette alors sa peur sur tous les membres de cette communauté. Mais les musulmans qui vivent ici, parce que c'est d'eux qu'il s'agit, sont les mêmes qu'avant,

dit–elle. «Ce ne sont pas eux qui ont changé pour le pire, mais nous.»

Marois au pilori

Le projet de loi sur la citoyenneté de la chef péquiste Pauline Marois n'a trouvé grâce aux yeux de personne. «L'idée que le Québec ait le pouvoir de priver de leurs droits démocratiques des citoyens canadiens est juridiquement ridicule et moralement répugnante», déclare le Globe, qui est persuadé que ce projet est contraire à la Charte. «Rogner un des principes centraux d'une démocratie exige qu'on démontre qu'un danger imminent et dévastateur menace la survie même de cette démocratie.» Or, dit le Globe, «la vraie menace vise la popularité du PQ parmi les francophones».

Le Toronto Star conclut pour sa part que le Parti québécois n'a rien perdu de «ses vieux instincts coercitifs» et que son initiative «n'est qu'un cynique stratagème de la part d'un parti arrivé troisième aux dernières élections et qui veut récupérer ses lettres de créances à titre de défenseur de l'identité québécoise et tirer profit du malaise de certains Québécois à l'endroit des nouveaux arrivants non francophones».

Lorrie Goldstein, du Toronto Sun, suggère de faire passer un test d'anglais à Mme Marois dans environ trois ans et de lui retirer certains de ses droits si elle ne satisfait pas aux exigences, et ce, en vertu de «la loi sur l'identité canadienne». Ironie mise à part, Goldstein en vient aux mêmes conclusions que les autres quotidiens. «Adopter cette loi n'est pas nécessaire pour Marois. Le simple fait de la présenter permet au PQ de se présenter comme le défenseur de la langue française et de la culture québécoise, le terrain traditionnel des séparatistes usurpé par Dumont et l'ADQ lors des élections.»

Goldstein ne donne pas l'absolution aux libéraux ou à l'ADQ car, selon lui, eux aussi exploitent la peur des immigrants au lieu de calmer le jeu. Le chroniqueur précise cependant que ce travers n'est pas exclusivement québécois. Il rappelle le débat sur le financement des écoles confessionnelles ontariennes et comment le chef libéral Dalton McGuinty a exploité, à coups de sous–entendus, la peur des musulmans. «Apparemment, nos politiciens gavés de sondages ont décidé que la façon d'arracher le pouvoir, de nos jours, n'était pas de calmer la peur de l'autre mais de l'alimenter.»

mcornellier@ledevoir.com

Les nouveaux mercenaires; Les compagnies militaires privées génèrent des revenus annuels de 100 milliards de dollars

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.27
SECTION:	PERSPECTIVES
PAGE:	b3
BYLINE:	Castonguay, Alec
PHOTO:	finbar o'reilly reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Outre les soldats étrangers comme ce soldat canadien , il yaurait 10 000 gardes de sécurité paramilitaires dans la seule ville de Kaboul.
WORD COUNT:	1566

Conflits coûteux et souvent impopulaires, guérillas qui menacent les civils, armées occidentales aux limites de leur capacité: pour les compagnies militaires privées qui déploient des mercenaires aux quatre coins du globe, c'est la tempête parfaite. Et le Canada n'échappe pas à la tendance.

Ottawa – Casquette vissée sur la tête, le logo de Saladin bien en vue, pantalon de camouflage, fusil d'assaut en main: les gardes de l'ambassade canadienne à Kaboul sont loin d'afficher l'allure débonnaire de leurs collègues qui surveillent les bâtiments gouvernementaux d'ici. Ces matamores prêts à engager le combat patrouillent un périmètre de sécurité autour de l'ambassade, fouillent les visiteurs et dirigent les points de contrôle qui mènent au bâtiment.

Saladin Security Afghanistan, une filiale de la gigantesque firme britannique Saladin, emploie 2000 hommes lourdement armés dans le pays d'Hamid Karzaï, soit presque autant que le nombre de soldats canadiens sur place et plus que la plupart des pays de l'OTAN.

Et leur rôle demeure ambigu. Est–ce que ces paramilitaires armés jusqu'aux dents pour protéger les dignitaires canadiens ont déjà fait des prisonniers? Ont–ils déjà abattu des insurgés ou des civils? Si une bavure est commise, qui est responsable, le Canada ou Saladin? Malgré les demandes répétées du Devoir cette semaine, le ministère des Affaires étrangères n'a pas fourni de réponse. Et le gouvernement a rejeté les demandes des partis d'opposition qui exigeaient de voir le contrat qui lie Ottawa à la firme Saladin. L'an dernier, le Canada a versé 456 000 $ à cette entreprise. Le gouvernement soutient toutefois que Saladin ne fait aucune activité de type militaire pour le Canada.

Mais le passé de Saladin soulève des questions et les partis d'opposition ne se sont pas gênés pour en poser. L'entreprise est la nouvelle mouture de la firme britannique KMS, fondée en 1975. La société a été impliquée dans plusieurs opérations clandestines au fil du temps, notamment avec la CIA et les services secrets britanniques en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Selon le livre Unholy War, de John Cooley, KMS a entraîné les moudjahidin afghans dans leur guerre contre l'Union soviétique, dans les années 80, à la demande de la Grande–Bretagne.

Saladin a beau être une multinationale bien implantée, elle n'est qu'un joueur parmi les armées privées qui poussent comme des champignons depuis la fin de la guerre du Golfe. Selon les experts, il y a maintenant plus d'entreprises qui offrent des services militaires – protection des convois, garde rapprochée, contre–terrorisme, force de réaction rapide en cas d'attentat, espionnage, etc. – que de pays membres de l'ONU. Si aucune d'entre elles n'offre officiellement à ses clients (entreprise ou pays) de mener des actions offensives, certaines sont

toutefois équipées comme de véritables armées. La controversée firme Blackwater possède des hélicoptères avec mitraillettes, en plus des chars de transport lourdement blindés.

Ces entreprises évoluent dans un marché mondial qui a été évalué à 100 milliards de dollars en 2006: celui de la privatisation des guerres. Ce chiffre exclut l'industrie traditionnelle des gardes de sécurité. Entre 1994 et 2002, le département américain de la Défense à lui seul a octroyé 3000 contrats à ces entreprises paramilitaires, pour une facture de 300 milliards $US. Des tâches que l'armée américaine aurait normalement accomplies.

Les nouveaux mercenaires, comme on les appelle souvent, s'infiltrent partout, y compris dans les activités post−conflit. Par exemple, la multinationale Dyncorp − qui a notamment assuré la sécurité du président afghan Hamid Karzaï entre 2002 et 2005 − mène depuis 2005 un projet de 70 millions par année au Liberia qui consiste à démobiliser les anciennes forces du dictateur Charles Taylor et à former de toutes pièces une nouvelle armée nationale.

En zone grise

Le mercenariat a toujours existé, mais il a passablement changé. Alors que les empires de jadis − romain, grec, perse − sous−traitaient des combats à des armées privées sans règle aucune, aujourd'hui l'utilisation des paramilitaires s'est professionnalisée. Les mercenaires ne sont plus les têtes brûlées d'antan. Ces dernières ont fait place à des hommes d'affaires qui opèrent dans un marché ouvert. Ils travaillent pour plusieurs clients, auxquels ils sont liés par des contrats (souvent secrets). N'empêche, la zone est toujours grise, affirme Marie−Louis Tougas, avocate et doctorante à l'Université Laval, qui fait sa thèse sur l'encadrement juridique des firmes de sécurité privées en zone de conflit. «Ces compagnies sont soumises en théorie aux lois du pays dans lequel elles opèrent, mais en pratique, ce sont des pays en guerre totalement désorganisés. Faire appliquer les lois en Irak ou en Afghanistan, c'est souvent impossible. Et puisque ces hommes ne sont pas des militaires, ni des civils, leurs responsabilités ne sont pas claires.»

Marie−Louis Tougas soutient que ce statut «nébuleux» est «inquiétant», puisque ces paramilitaires, même dans un rôle défensif, sont partie prenante au conflit. «Ils tirent sur des gens et se font tirer dessus, dit−elle. C'est impossible d'éviter les gaffes. Une fois qu'on reconnaît ça, il faut faire un vrai débat sur leurs responsabilités. Ce n'est pas rien comme changement, on parle de privatiser les activités militaires.»

Les gaffes sont d'ailleurs nombreuses, notamment en Irak. Par exemple, la controversée firme Blackwater, qui protège le personnel américain et certaines des personnes les plus menacées d'Irak, a été impliquée dans 195 incidents violents depuis 2005. Il faut dire que Blackwater, contrairement à d'autres firmes qui cherchent à se fondre dans la foule, roule de manière agressive à bord de gros VUS blindés noirs. Pour conserver en tout temps une bulle de 30 mètres autour de leurs clients, les gardes n'hésitent pas à tirer dans les pneus ou les radiateurs des voitures qui s'approchent trop, quitte à provoquer des accidents. Pour mieux encadrer ces firmes paramilitaires, le gouvernement irakien vient d'ailleurs de leur retirer l'immunité dont elles jouissaient depuis l'invasion du pays. Jusqu'à cette semaine, les gardes ne pouvaient pas être traînés en justice.

Le gouvernement Karzaï s'interroge

Le gouvernement afghan se pose lui aussi des questions sur l'encadrement des mercenaires. Une loi est en préparation pour leur serrer la vis, question d'éviter les comportements «cow−boys» à Kaboul.

Le ministère afghan de l'Intérieur évalue à 10 000 le nombre de gardes de sécurité paramilitaires dans la seule ville de Kaboul. Près de 60 entreprises locales ou internationales sont dûment enregistrées, alors que 25 autres agiraient dans l'illégalité, selon le gouvernement.

Un rapport des Nations unies déposé en mars dernier avance le chiffre de 20 000 mercenaires en Afghanistan

et 48 000 en Irak. Dans l'ancien pays de Saddam Hussein, les mercenaires forment la deuxième force armée du pays, derrière les États−Unis.

Pourquoi utiliser ces hommes? Parce que c'est politiquement rentable, soutient le lieutenant−colonel à la retraite Rémi Landry, aujourd'hui expert militaire au sein du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale de l'Université de Montréal. «Ça permet d'augmenter ta sécurité sur le terrain sans dire que tu utilises plus de soldats. Ça permet aussi de concentrer les militaires dans les endroits critiques. Et ça coûte moins cher que des soldats parce que le client n'a pas à entraîner ces gars, ni à s'occuper de leur famille», dit−il. De plus, «ces paramilitaires ne reviennent pas à la maison dans un drapeau, ajoute Marie−Louis Tougas. Leur mort n'existe pas.»

Le recrutement ne pose pas problème pour ces firmes privées. Les armées occidentales ayant considérablement réduit leur personnel depuis la fin de la guerre froide, les anciens soldats des forces spéciales se sont mis à chercher du boulot. Et la demande est forte: le nombre de conflits dans le monde est important et plusieurs pays sont débordés − c'est le cas du Canada et des États−Unis − et doivent se rabattre sur des firmes privées pour combler leurs manques. Sans compter les entreprises qui veulent assurer la sécurité de leur personnel dans ces zones dangereuses.

A tel point que certaines firmes militaires privées ont parfois plus d'expérience dans leurs rangs que les armées nationales. C'est pour cette raison que les forces spéciales canadiennes et certains soldats actuellement en Afghanistan ont séjourné au siège social de Blackwater depuis deux ans. Le centre militaire de cette firme, situé en Caroline du Nord, est la plus grosse base privée du monde. Pour le Canada, il s'agissait de raffiner les techniques de ses soldats, notamment pour l'escorte des convois et la protection des dignitaires, mais aussi pour ajuster leurs réactions lors des embuscades.

Le ministère de la Défense affirme que les services de Blackwater sont utilisés sur une base occasionnelle pour des enseignements bien précis. Depuis deux ans, Ottawa a versé à cette firme américaine 1,3 million de dollars. «La majorité des employés de ces firmes sont des anciens militaires qui ont de l'expérience dans des zones de conflit comme l'Irak ou l'Afghanistan, affirme Rémi Landry. Pour faire un raccourci dans la courbe d'apprentissage des soldats, le gouvernement fait appel à ces firmes.»

La France réintégrera–t–elle l'OTAN ?; Sarkozy est tenté par un retour au sein du commandement intégré du traité de l'Atlantique Nord

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.27
SECTION:	PERSPECTIVES
PAGE:	b2
BYLINE:	Rioux, Christian
PHOTO:	Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN sesont rencontrés cette semaine aux Pays–Bas.
WORD COUNT:	1560

Paris – L'été dernier, l'affaire s'est produite presque à l'insu du grand public. Mais pas des milieux militaires. Entre le 1er avril et le 31 juillet, l'armée de l'air française a assuré la protection du ciel des États baltes dans le cadre de l'OTAN. Pour la première fois depuis 1966, ce n'était pas Paris mais le commandement de l'OTAN qui était en situation de donner directement à un pilote français un ordre de tir contre un autre aéronef. Sachant que l'espace aérien balte côtoie celui de la Russie, les experts ont vite saisi la portée symbolique de la chose. Sans faire de bruit, la France est–elle en train de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN? Une petite phrase du grand discours de politique étrangère prononcé par Nicolas Sarkozy le 27 août n'a pas échappé aux experts. Le nouveau président disait souhaiter «que dans les prochains mois, nous avancions de front vers le renforcement de l'Europe de la défense et vers la rénovation de l'OTAN et de sa relation avec la France». Au cours des semaines suivantes, le ministre de la Défense, Hervé Morin, n'a pas caché lui non plus son intention de resserrer les liens entre la France et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Il faut cesser de «chipoter et de barguigner», a–t–il dit tout en appelant à une «réflexion sur notre engagement au sein de l'OTAN en pesant le pour et le contre». Les initiés auront compris le message: la France est prête à tenter un retour au sein du commandement dont elle avait claqué la porte en 1966.

Le menu ou la carte?

«Au vu des déclarations du président et du ministre, il semble bien que la décision soit déjà prise», dit le politologue Pascal Boniface, qui dirige à Paris l'Institut de relations internationales et stratégiques. Les réactions ne se sont pas fait attendre. Mais comme toujours pour ce genre de débat militaire et stratégique, elles débordent rarement le cercle des initiés.

Dans le rapport sur la politique étrangère qu'il a remis à Nicolas Sarkozy, Hubert Védrine a mis le président en garde contre une telle «réorientation fondamentale» de la politique française. L'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères craint qu'une normalisation de la position française au sein de l'OTAN ne donne à la France une influence sur les États–Unis «comparable à celle des autres alliés [...], c'est–à–dire quasi nulle». Par contre, poursuit M. Védrine, la France serait perçue dans le monde «comme réalignée sur les États–Unis et traitée comme telle». Avec les partisans de la tradition gaulliste, Hubert Védrine prêche donc pour un repas «à la carte plutôt qu'au menu». En participant selon son bon vouloir à l'OTAN, la France préserverait à la fois ses alliances et son indépendance.

Les partisans d'un rapprochement font au contraire valoir que la France perd sur tous les tableaux. En juillet, un rapport de la Commission des affaires étrangères du Sénat soulignait que le «rôle politique» de la France au sein de l'OTAN n'était pas «à la hauteur de sa contribution militaire». La France est en effet le quatrième

contributeur à l'OTAN après les États−Unis, l'Allemagne et la Grande−Bretagne. De plus, la méfiance historique entre Paris et l'OTAN sape la coopération essentielle entre l'OTAN et l'Union européenne à des endroits stratégiques comme le Kosovo.

Les informations, qui filtrent au compte−gouttes, laissent penser que, pour l'instant du moins, Paris navigue à vue. Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il n'entendait pas réintégrer le commandement militaire sans concessions de la part des États−Unis. Dans une entrevue au New York Times, il affirmait que ce retour serait conditionnel non seulement à «une place pour la France au plus haut niveau dans les instances de direction» mais aussi à «une avancée préalable de l'Europe de la défense − l'Europe doit se défendre d'une manière efficace et indépendante, je demande à nos amis américains de le comprendre».

Retour vers le futur

Pour de nombreux observateurs, cette décision a une telle portée qu'elle ne saurait être prise en catimini. La nouvelle orientation du gouvernement français mettrait en effet un terme à une politique d'indépendance qui date de 1966.

C'est à cette époque que, dans un de ces gestes dramatiques dont il avait le secret, le général de Gaulle avait donné un an au quartier général de l'OTAN pour quitter le pays afin de «rétablir une situation normale de souveraineté». Sans abandonner tout à fait cette organisation dont elle avait été un des membres fondateurs, la France se retirait du commandement militaire intégré. Les troupes étrangères étaient sommées de quitter le territoire.

Mais depuis, le monde a changé autant que l'OTAN. L'effondrement du bloc soviétique a bouleversé la donne. Alors que la mission spécifique de l'OTAN devenait nébuleuse, celle−ci s'est lancée dans une course à l'élargissement qui a pris l'Union européenne de court. «C'était une vision linéaire que de penser qu'après la fin de la guerre froide, l'OTAN allait se dissoudre d'elle−même», dit Benoît Aboville, qui a représenté la France à l'OTAN de 2001 à 2005.

Au contraire, les États−Unis ont lancé deux mouvements d'élargissement qui ont mené l'organisation là où personne n'aurait imaginé qu'elle se rende un jour: aux portes de la Russie. Ce faisant, l'Amérique a damé le pion à l'Union européenne en convainquant les nouveaux membres de l'UE que leur défense ne saurait être assurée autrement que dans le giron américain.

Au risque de se mettre hors jeu, Paris n'a eu d'autre choix que de se rapprocher toujours un peu plus de l'OTAN. L'incapacité de l'Europe à résoudre le conflit bosniaque a été un tournant. Dès septembre 1992, François Mitterrand émettait le voeu que la France soit présente dans les enceintes où s'organise la gestion des crises. Le 12 novembre 1995, Jacques Chirac annonçait que la France était prête à «ouvrir une réflexion sur sa participation» à une Alliance atlantique «rénovée». Le 5 décembre suivant, son ministre de la Défense et le chef d'état−major des Armées françaises participaient aux réunions de leurs homologues de l'OTAN. Le 23 avril 1996, Paris a pour la première fois participé à une réunion ordinaire du comité militaire. Malgré des hauts et des bas durant toutes ces années, en mai 2000, la France a accueilli sur son territoire un exercice militaire dans le cadre du «Partenariat pour la paix». Après le 11−Septembre, des avions français d'observation AWACS ont été mis à la disposition de l'OTAN. Le 9 août 2004, le général Jean−Louis Py prenait la tête des opérations de l'OTAN en Afghanistan. L'année suivante, la France a accueilli à Nice la première réunion informelle des ministres de la Défense de l' OTAN sur son territoire.

Cette succession d'événements en mène plusieurs à se demander si la réintégration du commandement intégré n'est pas, au fond, que le dernier pas d'une démarche amorcée depuis 1992.

La nouvelle donne

Sans révéler totalement son jeu, Nicolas Sarkozy semble prêt à tenter un retour en exigeant un prix politique. Celui−ci serait de deux ordres: un poste important dans le commandement intégré et une ouverture à la défense européenne. Mais la France n'en est pas à sa première tentative de retour. En 1995, Paris avait réclamé le commandement Sud de l'OTAN, mais la tentative avait échoué.

Le contexte serait−il différent aujourd'hui? Les États−Unis sortent affaiblis de l'aventure irakienne. En Afghanistan, où la France a maintenu son effort malgré le quasi−retrait de l'administration précédente, les GI sont de plus en plus dépendants des pays alliés. En février dernier, le secrétaire général de l'OTAN, le Néerlandais Jaap de Hoop Scheffer, dénonçait ceux qui «veulent délibérément tenir l'OTAN à distance de l'Union européenne». Ce message subliminal était adressé à Paris.

Enfin, les Britanniques, échaudés par leur partenariat avec George W. Bush en Irak, semblent souhaiter un retour de la France. «L'Occident a besoin que la France rejoigne l'OTAN», écrivait l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères Denis MacShane, aujourd'hui délégué britannique à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Les incantations de MacShane à combattre le terrorisme n'ont rien de très convaincant pour le gouvernement français, mais ses appels à utiliser l'OTAN pour mettre en branle une véritable défense européenne, alors que l'Amérique est une «bête blessée», ont trouvé un écho. «La France, hors de l'OTAN, rend difficile, voire impossible, le concept d'une politique européenne de défense commune», écrit−il.

Fin octobre, Nicolas Sarkozy a pris soin de se réconcilier avec les anciens pays d'Europe de l'Est, que Jacques Chirac s'était si maladroitement mis à dos. Presque en même temps, il a fait une visite remarquée aux États−Unis. On sait qu'il sera président de l'Union européenne pendant toute la seconde moitié de 2008. Nous serons alors en pleine campagne électorale américaine. Dans un contexte où le président américain prépare sa sortie et où une présidence démocrate pourrait bientôt changer la donne, il ne manque pas d'observateurs pour juger que le pari ne manque pas d'intérêt.

Correspondant du Devoir à Paris

Dans la tourmente identitaire; Le projet de loi 195 a créé plus d'émoi que ne le prévoyaient les stratèges péquistes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.27
SECTION: PERSPECTIVES
PAGE: b1
BYLINE: Dutrisac, Robert
WORD COUNT: 1286

«Je crois que ça va venter un peu», a déclaré Pauline Marois quand elle a présenté le projet de loi 195 sur l'identité québécoise, accompagné du projet de loi 196 sur la Constitution du Québec. C'est plutôt une véritable tempête qui, depuis, a soufflé sur le Québec, se rendant même jusqu'au Canada anglais. Quand on allume un feu par grand vent, les flammes peuvent devenir incontrôlables. Parlez–en aux Californiens.

Québec – Un apparatchik péquiste confiait cette semaine: «On a voulu lancer un débat; on en a eu pour notre argent.» C'est le moins qu'on puisse dire. Le projet de loi 195 a créé une controverse beaucoup plus forte que ne le prévoyaient la plupart des stratèges péquistes. Toutefois, pour Jean–François Lisée, qui a conseillé Mme Marois à propos de ce projet de loi, ce «pavé dans la mare» a attiré toute l'attention sur la chef péquiste. «On ne parle que de ça», s'est–il réjoui. Parlez–en en bien, parlez–en en mal...

Le projet de loi sur l'identité québécoise comporte plusieurs éléments, dont une application plus rigoureuse de la loi 101 visant la francisation des PME de 25 à 50 employés. Il comprend aussi l'inscription d'un nouveau droit à l'apprentissage du français dans la Charte des droits et libertés de la personne ainsi que l'ajout d'une clause interprétative qui porte sur le respect du patrimoine historique et sur des «valeurs fondamentales» de la société québécoise, soit la prédominance de la langue française, la protection de la culture québécoise, l'égalité entre hommes et femmes et la laïcité des institutions publiques. Mais l'opinion publique n'aura retenu du projet de loi que cette citoyenneté québécoise qui ne serait pas accordée à tous les citoyens canadiens domiciliés au Québec, cette citoyenneté qui requiert des nouveaux arrivants une connaissance «appropriée» du français et qui confère trois droits politiques: le droit de se présenter aux élections scolaires, municipales et provinciales, celui de présenter des pétitions à l'Assemblée nationale et celui de contribuer financièrement à des partis politiques. On crée deux classes de citoyens, ont accusé les libéraux.

Un débat pointu

Toute cette question s'est vite transformée en un débat pointu entre constitutionnalistes. Hier, dans nos pages, cinq juristes, dont Daniel Turp, député de Mercier, et Jacques–Yvan Morin, ancien ministre dans les cabinets Lévesque, proposaient une analyse selon laquelle la Cour suprême jugerait tout à fait raisonnable que la connaissance du français puisse constituer une condition pour obtenir la nouvelle citoyenneté québécoise et devenir éligible à la fonction de député de l'Assemblée nationale.

On ne peut toutefois pas en avoir l'assurance, a reconnu hier le député de Lac–Saint–Jean, Alexandre Cloutier, lui–même constitutionnaliste. Il y a là tous les éléments pour appuyer une solide plaidoirie, mais nous sommes dans une zone grise, a–t–il convenu.

Parler des droits des immigrants et de la minorité anglophone ou de leurs obligations est un terrain extrêmement glissant. Le député de Borduas, Pierre Curzi, qui n'est pourtant pas le premier venu quand il s'agit de s'exprimer, l'a appris à ses dépens cette semaine. Participant à l'émission de radio de Gilles Proulx,

M. Curzi a déclaré que dans un Québec souverain, le gouvernement aurait «plus de dents» à l'endroit des anglophones unilingues. C'était dans un échange où il abordait l'enjeu du droit de vote. Le député a dû se rétracter, affirmant s'être mal exprimé. Quant à elle, la jeune ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, elle−même fille d'immigrants, a dû s'expliquer − un peu laborieusement − au sujet d'une note ministérielle. Soumise au conseil des ministres en septembre, cette note de Mme James préconise d'obliger les immigrants non francophones à vivre «une expérience d'immersion communautaire» en région afin qu'ils s'éveillent «aux réalités, à la langue et aux moeurs du Québec». Jamais un gouvernement libéral ne contraindra les nouveaux arrivants de la sorte, a−t−elle affirmé, la main sur le coeur.

Tout ce débat sur les droits des immigrants et sur le projet de loi de Pauline Marois est survenu au moment où les élus de Hérouxville paradaient devant la commission Bouchard−Taylor avec, sous le bras, leur code de conduite qui interdit la lapidation des femmes − une pratique qui n'est pas courante à Hérouxville pour le moment, mais comme on ne peut pas prédire l'avenir... − et au moment où d'autres citoyens qui comparaissaient réclamaient l'interdiction de tout accommodement raisonnable.

La presse du rest of Canada (ROC) − le National Post au premier chef − et les tribunes téléphoniques n'ont pas manqué de faire l'amalgame entre le projet de loi péquiste et l'intolérance que certains citoyens ont manifestée à la commission Bouchard−Taylor. Dans l'édition de jeudi du Post, le columnist Don Martin s'est déchaîné, accusant les Québécois de sombrer dans le racisme. Le projet de loi 195, les propos de Pierre Curzi et les projets de Yolande James en seraient des manifestations. Les Québécois «s'efforcent de définir leur "nation" nouvellement reconnue comme une société francophone injuste, érigée sur la suspicion ethnique et l'intolérance culturelle», écrit Don Martin. «Et dire qu'on croyait que l'Afghanistan avait de la difficulté avec la notion de démocratie.» Des suites imprévisibles

Au Parti québécois, on voudrait déjà parler d'autre chose. Ne pourrait−on pas parler, comme tentent de le faire Pierre Curzi et Alexandre Cloutier, des éléments du projet de loi qui auraient des effets concrets sur la prédominance du français au Québec?

Les péquistes ont bien du mal à prédire quelles conséquences aura cette polémique sur le leadership de Pauline Marois et sur sa popularité. Un sondage éclair Léger Marketing−TVA sur le projet de loi 195 est plutôt encourageant: une majorité de Québécois francophones sont en faveur alors que c'est l'égalité pour l'ensemble des Québécois. Surtout, la chef péquiste est perçue par 35 % des répondants comme celle qui défend le mieux l'identité québécoise, alors que Mario Dumont suit avec 30 % et que Jean Charest ferme la marche avec 18 %.

Pendant ce temps, Mario Dumont observe avec hauteur cette agitation, même si l'Action démocratique du Québec propose depuis belle lurette de doter le Québec d'une constitution et d'une citoyenneté interne. Les divers documents adéquistes ne définissent d'ailleurs pas en quoi consisterait cette citoyenneté. Pour l'heure, Mario Dumont entend ne rien faire et ne rien proposer. C'est au gouvernement et non pas à l'opposition de lancer ce projet de constitution, et il revient à des états généraux, dans une démarche non partisane, de définir ce qu'elle contiendra, a indiqué le chef adéquiste cette semaine.

Quant à Jean Charest, il n'a cure de cette constitution du Québec, bien que le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, un constitutionnaliste, soit tenté par l'idée. Le gouvernement Charest se contentera de présenter cet automne un amendement à la Charte des droits et libertés pour assurer la primauté du droit à l'égalité entre hommes et femmes sur la liberté de religion. Pour le reste, il attendra les recommandations de la commission Bouchard−Taylor, qui doit remettre son rapport au début de 2008.

Jeudi à l'Assemblée nationale, Pauline Marois s'est présentée avec une extinction de voix carabinée. Le vent frais du Lac−Saint−Jean, où elle se trouvait mercredi, en est la cause, a−t−on expliqué. Depuis qu'elle a délaissé ses foulards, Mme Marois devrait se méfier des bourrasques.

Pakistan: armée contre islamistes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.27
SECTION: LE MONDE
PAGE: a10
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 145

Imamdehri – Des unités de l'armée pakistanaise appuyées par des hélicoptères de combat ont encerclé hier la cache d'un leader religieux dans le district de Swat, dans le nord–ouest du Pakistan, et d'intenses échanges de tirs ont éclaté, ont déclaré des responsables.

Cette opération survient après un attentat meurtrier commis la veille dans le même district, situé dans la province de la Frontière du Nord–Ouest, frontalière avec l'Afghanistan. Au moins 30 personnes, dont 17 soldats, ont été tuées jeudi dans cet attentat contre un camion de l'armée.

De violents combats ont éclaté hier dans la vallée de Swat, où se trouve la cache de Maulana Fazlullah, chef religieux intégriste qui mène une virulente campagne pour l'adoption de lois favorables aux talibans. Un responsable local de la police a fait état d'«un important échange de tirs».

L'ombudsman de la SRC rejette les accusations de partialité

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.27
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a4
BYLINE: Cauchon, Paul
WORD COUNT: 323

L'ombudsman de Radio−Canada rejette les accusations de couverture «biaisée» de l'engagement militaire canadien en Afghanistan mais reconnaît toutefois que la couverture journalistique a été «imparfaite et incomplète», écrit−elle.

Début septembre, des groupes pacifistes avaient déposé une plainte à Radio−Canada en soutenant que le traitement journalistique de l'engagement militaire canadien était «profondément biaisé» et que le point de vue des Canadiens francophones opposés à la présence militaire en Afghanistan était sous−représenté.

L'ombudsman Julie Miville−Dechêne a analysé les bulletins de nouvelles de la télévision de Radio−Canada pour la période du 19 juin au 31 août, au moment où les soldats de Valcartier partaient pour l'Afghanistan et que des manifestations pacifistes avaient lieu.

«Ce n'est pas de la propagande que de parler des aspects militaires de la mission, écrit−elle dans une décision rendue hier. Expliquer que les talibans reprennent le contrôle des zones sécurisées, c'est au contraire montrer les limites de l'action militaire canadienne. Je ne suis pas prête à dire, par contre, que les reportages sur des événements de nature militaire sont par définition neutres. Cela dépend du ton, de l'angle et des mots choisis par le journaliste.»

Après avoir scruté le contenu des bulletins de nouvelles et analysé les propos de divers invités aux émissions d'information, elle conclut que la plainte n'est pas fondée.

Mais tout n'est pas parfait. Ainsi, Mme Miville−Dechêne fait valoir, par exemple, que l'absence totale d'émissions de tribune téléphonique à la télévision pendant l'été «a nui à la diffusion de points de vue de simples citoyens, critiques de l'engagement militaire».

«Il serait souhaitable de permettre au public de s'exprimer à l'antenne dans le cas d'événements aussi controversés que le départ des militaires et la mort de soldats, ajoute−t−elle. Il n'est pas impensable de faire à l'occasion des tribunes téléphoniques dans des émissions de télévision.»

Enfin, elle affirme qu'il faut «s'interroger sur la perception que crée l'utilisation répétée à l'antenne d'un ou deux collaborateurs, souvent les mêmes, dans des moments de crise».

Des baisses d'impôt avant Noël?; Le gouvernement Harper se dirige vers un surplus de 16 milliards

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.27
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 800

Ottawa – Le gouvernement fédéral continue de nager dans les surplus budgétaires, malgré une baisse de la TPS et une hausse des transferts aux provinces. Pour les cinq premiers mois de l'année fiscale, Ottawa enregistre un excédent de 8,7 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de plus que l'an dernier à pareille date. De quoi alimenter les rumeurs d'un minibudget incluant des baisses d'impôt et de taxe dès cet automne.

Le ministère des Finances a confirmé hier que le coffre–fort fédéral est plein. Si l'économie continue de progresser à ce rythme, Ottawa pourrait enregistrer un surplus budgétaire plus important que celui de l'an dernier, qui avait atteint 13,8 milliards. Ce montant a été consacré au remboursement de la dette.

Cette fois, la situation pourrait cependant être gênante pour le gouvernement Harper, qui a prévu un excédent d'à peine 300 millions à la fin de l'année. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, avait pourtant promis la fin des surplus–surprises, une pratique courante sous le règne libéral.

Le gouvernement Harper a déjà annoncé son intention de diminuer le fardeau fiscal des Canadiens. Mais, contrairement aux deux précédents budgets qui offraient des baisses d'impôt à des groupes bien ciblés électoralement, le prochain budget devrait contenir des bonbons pour tous. «On a réglé le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, on va maintenant régler le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les citoyens», a mentionné au Devoir une source gouvernementale sous le couvert de l'anonymat.

Est–ce que les baisses d'impôt pourraient arriver plus vite que prévu et être annoncées dès cet automne, lors de la Mise à jour économique et financière prévue au milieu du mois de novembre? Les rumeurs à cet effet sont persistantes à Ottawa. Le premier ministre Harper a soutenu cette semaine que le budget aurait lieu comme prévu au printemps, mais il n'a pas nié que des mesures pourraient voir le jour dès cet automne.

Une source gouvernementale a toutefois soutenu que, pour l'instant, le premier ministre préfère garder ses munitions pour le budget du printemps, lequel pourrait déclencher des élections générales. Mais au ministère des Finances, des hauts fonctionnaires ont reçu le mandat de travailler à une bonification de la Mise à jour économique et financière. Jusqu'à quel point? Il semble que le gouvernement n'a pas encore fait son lit. «Je ne vais certainement pas parler de ce qu'il y aura dans la Mise à jour économique», a dit Jim Flaherty mardi.

Des baisses pour tous?

Selon le National Post, si le gouvernement Harper décide d'offrir ou d'annoncer des baisses de taxe ou d'impôt dans les prochaines semaines, il s'agira de mesures à la hauteur des surplus qui s'accumulent. La deuxième baisse de 1 % de la TPS est notamment sur la table, tout comme des baisses d'impôt qui pourraient faire épargner environ 700 $ par année à une famille de la classe moyenne. Des baisses d'impôt pour les entreprises sont aussi au menu.

Mais le gouvernement devra bien faire ses calculs, puisqu'une réduction d'impôt de 350 $ par année pour les 16 millions de contribuables privera le gouvernement de 5,6 milliards de revenus. La baisse de 1 % de la TPS représente un autre manque à gagner de cinq milliards par année.

Même si les libéraux s'opposent à une baisse de la TPS et préfèrent que le gouvernement se concentre sur les baisses d'impôt, plus profitables à l'économie selon les experts, Stéphane Dion a dit cette semaine que son parti n'allait pas défaire les conservateurs cet automne s'ils annoncent une réduction de la TPS.

Avec 8,7 milliards de dollars de surplus en cinq mois, soit d'avril à août, le gouvernement se dirige vers un important excédent qui donnera passablement de marge de manoeuvre au premier ministre Harper, que ce soit cet automne ou au printemps. A ce rythme, le surplus dépasserait les 16 milliards.

En raison de la forte activité économique au pays et des dépenses élevées des ménages, la première baisse de 1 % de la TPS a privé le gouvernement d'à peine 200 millions de dollars en cinq mois, alors que ce chiffre aurait dû approcher les deux milliards. De plus, la hausse des transferts aux provinces dans le cadre de la péréquation et des ententes sur la santé a coûté 900 millions de plus que l'an dernier au gouvernement fédéral.

Pour les cinq premiers mois, le gouvernement rapporte que les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards, ou 6,2 %, depuis l'an dernier, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes. Les dépenses de la Défense nationale ont atteint 6,5 milliards, notamment en raison de la guerre en Afghanistan, en hausse de 5,8 %.

Un pays à deux vitesses; La situation de la femme illustre le fossé qui se creuse entre les Pakistanais modernes et traditionnels

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.27
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Buzzetti, Hélène
PHOTO: Reuters, Agence Reuters
WORD COUNT: 1721

Lahore – Le général Nadeem Hamed pousse un grand éclat de rire quand il lance: «I'm gender–biased» («J'ai un parti pris pour l'égalité des femmes»). Cet officier charmeur toujours tiré à quatre épingles, comme en font foi le peigne et la brosse d'écaille posés sous le miroir devant lequel il coiffe ses couvre–chefs dans son bureau, ne blague pas pour autant. En effet, il a dû se battre pour la cause des femmes. Le général Nadeem est le premier dirigeant militaire d'ERRA (Earthquake Reconstruction & Rehabilitation Authority), l'organisme créé par le Pakistan pour reconstruire les régions affectées par le tremblement de terre survenu il y a deux ans.

Pour accélérer ce travail colossal, ERRA a choisi de verser directement aux familles l'argent nécessaire pour reconstruire leurs demeures. Dans plus du quart des cas, c'est une veuve qui dirigeait le foyer. D'où problème. Les traditions ne reconnaissant pas le droit à la succession des femmes, ce sont les frères des maris disparus qui allaient réclamer l'argent du domicile familial...

«Nous avons dû travailler avec les communautés», raconte le général Nadeem en entrevue avec Le Devoir. «Dans 90 % des cas, ce ne fut pas un problème.» Les problèmes se sont concentrés dans la province traditionaliste de la Frontière du Nord–Ouest. «En ce qui a trait à l'égalité des sexes, cette province est très rétrograde, tandis que le Cachemire [lui aussi affecté par le séisme] est plus ouvert, continue–t–il. Dès que nous voulions faire des choses pour les femmes, par exemple en matière de santé, d'éducation ou de formation au travail, nous devions adopter une approche plus douce en mobilisant les chefs tribaux et les aînés.»

D'une certaine façon, l'expérience du général Nadeem illustre la profonde division d'un Pakistan qui vit à deux vitesses. D'un côté, une population libérale, concentrée dans les centres urbains, se permet de porter des vêtements occidentaux; de l'autre, une cohorte recroquevillée sur ses traditions et sa religion, où la femme doit s'effacer.

Car la femme pakistanaise ne s'efface pas partout. Certes, presque toutes portent le chalouar kamiz, cet habit traditionnel composé d'un pantalon bouffant, d'une tunique et d'une écharpe, la dupatta, reposant sur les épaules de façon à former un V sur la poitrine et à pendre jusqu'aux fesses. Toutefois, loin de gommer la féminité, le chalouar kamiz, de couleur vive et orné de broderies, de paillettes et de pierreries, donne aux femmes des allures de princesses sorties d'un conte des Mille et Une Nuits. Il faut sortir des villes pour que disparaissent sous les étoffes les chevelures et les visages.

La loi du Coran

«La classe moyenne supérieure vit dans un cocon», croit la féministe et activiste Nigat Saheed Khan, rencontrée à son domicile de Lahore, décoré de nombreux objets exotiques rapportés de ses voyages. Un «cocon»? Le Pakistanais le moindrement éduqué qui voit son sort économique s'améliorer et son idéologie

s'assouplir ne se rend pas compte à quel point le reste du pays ne le suit pas. «Dans ma classe sociale, personne ne peut m'empêcher de faire du sport ou me dire quoi porter», illustre cette femme qui, chose rarissime au Pakistan, porte les cheveux courts, à la garçonne. «Ma classe m'appuie. Si j'avais un amoureux, l'État ne le saurait pas, mais dans le village, ça se saurait.» Et ce serait un crime.

Mme Khan, qui dirige notamment l'Institute of Women Studies de Lahore, se bat comme bien d'autres progressistes de son pays contre le houdoud, une série de lois islamiques imposées en 1979, qui punit l'adultère, le sexe hors mariage ou encore la consommation d'alcool. En novembre 2006, le président–général Pervez Moucharraf a entrepris de moderniser le houdoud en faisant adopter une loi sur la protection des femmes. En matière de viol, les preuves circonstancielles sont désormais acceptées alors qu'il fallait auparavant quatre témoins visuels pour valider l'accusation, à défaut de quoi la victime était accusée de fornication (et risquait la prison). Les crimes d'honneur, par le biais desquels un clan lavait son honneur en assassinant une de ses femmes soupçonnée d'avoir eu un comportement indigne, ont été interdits.

«Nous n'avons pas été impressionnées, lance Nigat Saeed Khan. Un meurtre a toujours été considéré comme étant illégal, qu'il soit commis au nom de l'honneur ou non. C'est à cause des lois islamiques que le meurtrier s'en sort.» Si l'assassin offre une compensation ou des excuses à la famille de la victime, la loi islamique permet en effet d'annuler sa peine. En matière de viol, le dépôt d'accusations sera plus difficile, car il ne pourra se faire qu'auprès de juges, moins accessibles que les policiers. Au–delà de ces changements, il reste que bien des comportements personnels ne sont toujours pas tolérés par la société. Parlez–en à Sarah Akhtar, une Pakistanaise employée de l'ONU qui hypothèque son espérance de vie à trop goûter à la liberté. Sarah a en effet l'audace de se vêtir à l'occidentale et de se teindre les cheveux... rouge vif! Alors qu'elle est divorcée et vit seule, louer un appartement à Islamabad relève du défi, soupire–t–elle. «Il faut des propriétaires compréhensifs.»

A quelques reprises, des inconnus ont dit au concierge de l'édifice où elle vit qu'on allait la tuer. Cet été, lorsque le siège de la Mosquée rouge battait son plein, Sarah Akhtar et d'autres Pakistanais ont manifesté contre les intégristes religieux. Son image de rebelle occidentalisée s'est retrouvées à la une des journaux... puis sur des sites Internet de radicaux religieux. Sarah a eu peur.

Titulaire d'un passeport britannique, elle pourrait quitter son pays, comme l'a fait le reste de sa famille, plutôt que de risquer sa vie en affirmant son droit à la modernité, à une certaine sécularité... et à un petit verre de vin rouge. «Je ne suis pas mère Teresa, dit–elle, mais si je peux influencer deux personnes, je m'aimerai davantage.»

Cette tension entre villes et régions s'est aussi manifestée aux élections régionales de 2001. Pervez Moucharraf avait réservé aux femmes 33 % des sièges, pour un total de 40 030 postes. Ce geste audacieux a été très mal reçu dans les régions tribales, où bien des chefs locaux ont cherché à interdire à leurs femmes de se porter candidates. La Fondation Aurat a joué les clans les uns contre les autres afin qu'ils changent d'idée.

La Fondation Aurat a fait valoir auprès de l'un d'eux qu'en permettant à ses femmes d'être élues, il récolterait plus de sièges aux instances régionales que le clan adverse qui, lui, ne le permettrait peut–être pas! Cette tactique a fonctionné: 90 % des sièges réservés ont été pourvus.

Plusieurs analystes ont déploré que les femmes choisies n'étaient souvent que des pions sans véritable intérêt pour la chose politique. Nigar Ahmed, directrice exécutive d'Aurat, ne leur donne pas tort. «Nous voulions que ces sièges soient pourvus. Nous n'avions que faire qu'ils le soient par des femmes illettrées», raconte–t–elle en entrevue de son grand lit pendant qu'une domestique lui masse les membres, raidis par la maladie de Parkinson. «S'il avait fallu que nous n'occupions pas ces sièges, jamais nous n'aurions pu en demander d'autres.»

Le journaliste et auteur Zahid Hussain aime bien rappeler qu'il y a maintenant des femmes pilotes et

policières. On les voit en effet dans la rue, portant une dupatta symbolique blanche, cousue à leur uniforme masculin. Et il y a aussi les femmes comme Riffi, qui a ouvert un salon de beauté à l'étage de son appartement avec l'argent de son frère. «Mais ma famille est différente», dit−elle dans un anglais rudimentaire.

Waziristan et Montréal, même combat?

La poétesse Shabnam Shakeel, qui écrit en ourdou, utilise son art pour que la femme pakistanaise soit enfin considérée «comme un être humain à part entière». «En tant que femme, il y a toujours une part de moi−même, une part de mes émotions, qui reste cachée. Voilà le sens de ma poésie.»

Cette femme que la popularité a placée sous de nombreux projecteurs se dit encore intimidée lorsqu'elle doit monter sur scène pour réciter ses vers «parce que je vais être jugée», dit−elle en prenant soudainement conscience de son pied découvert.

Shabnam Shakeel aime penser que la situation des femmes s'améliore dans son pays, mais sa jeunesse perdue se rappelle aussi vite à son souvenir, période pendant laquelle elle n'hésitait pas à porter des manches courtes et à dévoiler son nombril. Cet équilibre entre les forces de l'intimidation, du repli, et celles d'une société plus libérale est constamment renégocié au Pakistan, sans qu'aucun clan prenne jamais tout à fait le dessus.

Tahira (pseudonyme), une spécialiste en matière d'égalité des sexes, se voit elle−même déroutée, dans son analyse franchement féministe, par des alliances politiques parfois inattendues. Elle donne l'exemple du parti politique MMA, implanté dans les zones tribales à la frontière de l'Afghanistan et qui, tout radical soit−il, accepte et finance l'éducation des filles à la condition que celle−ci se fasse séparément des garçons.

«Je suis contre l'éducation séparée, alors les gens se fâchent et me reprochent de refuser de facto l'éducation à des milliers de jeunes filles en zone tribale. Mais quel sera l'impact dans 50 ans?, demande−t−elle. Le Pakistan est pauvre, il ne pourra pas se payer des facultés de génie ou de médecine en double. A long terme, dirigera−t−on les femmes vers les sujets plus soft comme les sciences sociales et l'anglais? Et une femme qui voudra quand même fréquenter un établissement d'enseignement auparavant mixte se fera−t−elle dire d'aller dans "son" université? Je suis déchirée.»

Quand on lui apprend que Montréal s'est posé les mêmes questions lorsque des femmes juives et musulmanes ont obtenu l'interdiction de présence masculine quelques heures par semaine à certaines piscines publiques, Tahira s'insurge. «Je suis outrée que cela se passe à Montréal! Ne voient−ils pas qu'à long terme, il y aura de la pression sur toutes les femmes musulmanes pour qu'elles s'y rendent seulement aux heures réservées aux femmes?»

Général

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 759

xy−QUEBEC _ Le premier Stephen Harper prononce une allocution à l'occasion de "la Criée d'automne", une collecte de fonds organisée au profit du Centre de ressources pour les familles des militaires de Valcartier. (CSEM 3, Garnison Valcartier, à l'angle des rues Dugas et Saint−Jacques, Valcartier)

OTTAWA _ Des représentants des organisations du secteur bénévole canadien travaillant de près avec l'Afghanistan témoignent devant le Groupe consultatif créé par le gouvernement conservateur. (13h00, 55, rue Metcalfe)

OTTAWA _ Conférence publique d'Asma Jahangir, Rapporteure spéciale des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction. (19h00, Université d'Ottawa, auditorium des anciens, 85, rue Université)

Culture

x−MONTREAL _ Le comédien français Jean Reno est de passage à Montréal pour appuyer la Fondation québécoise des maladies de l'oeil. (11h00, hôtel Saint−Sulpice, 414, rue St−Sulpice)

ROUYN−NORANDA _ Soirée d'ouverture du Festival du cinéma international en Abitibi−Témiscamingue. (20h00, Théâtre du cuivre, 145, Taschereau Ouest)

Dimanche 28 octobre

Général

OTTAWA _ Le Dalaï Lama prononce une allocution à l'invitation du Comité Tibet Canada. (15h00, Ottawa Civic Center, 1015 Bank)

QUEBEC _ Manifestation pour dénoncer le gouvernement Charest dans le dossier Rabaska. (13h30, du Musée national des beaux−arts, les participants marcheront jusqu'à l'Assemblée nationale)

MONTREAL _ Forum national de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (Commission Bouchard−Taylor). L'événement est organisé par l'Institut du Nouveau Monde. Le forum est intitulé: Qui sont les Québécois musulmans? (9h00, UQAM, Studio−théâtre Alfred−Laliberté, pavillon Judith−Jasmin)

MONTREAL _ Le porte−parole du Parti québécois en matière de transport, Serge Deslières, et le porte−parole en matière d'environnement, Camil Bouchard, tiennent un point de presse concernant le projet de l'autoroute 30. (10h30, Permanence du Parti québécois, 1200, av. Papineau)

POINTE−CLAIRE _ Les Jeunes Patriotes du Québec (JPQ) tiendront une manifestation lors d'une assemblée d'Affiliation Québec, nouveau parti sur la scène politique provinciale. (13h45, 98, av. Aurora)

Culture

xy−MONTREAL _ Soirée de gala de l'ADISQ. (19h30, Théâtre St−Denis)

Lundi 29 octobre

Général

OTTAWA _ Statistique Canada rend publique une étude sur l'intégration économique des enfants d'immigrants.

OTTAWA _ Le ministre de l'Industrie, Jim Prentice, et le ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn, prononcent des allocutions dans le cadre de la conférence annuelle du Canadian Defense and Foreign Affairs Institute. (8h30, Centre des congrès, Hall 3B, 4B, 5B)

OTTAWA _ L'Office des transports du Canada tient une audience publique dans le cadre de son examen de 25 plaintes contre Air Canada ainsi qu'une plainte contre WestJet relativement aux personnes qui ont besoin que de l'oxygène thérapeutique leur soit fourni lorsqu'elles voyagent en avion. (10h00, Ancien hôtel de ville, 111, promenade Sussex)

OTTAWA _ Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Gerry Ritz, prononce le discours inaugural du Forum de l'innovation en agroalimentaire. (11h45, Centre des congrès, salle des congrès FG)

x−OTTAWA _ Le premier ministre Stephen Harper rencontre le Dalaï Lama. (14h00, bureau du premier ministre)

x−OTTAWA _ Période de questions à la Chambre des communes. (14h15)

OTTAWA _ Le ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn, prononce une allocution à l'occasion d'une conférence intitulée "Le Canada, superpuissance de l'énergie". (15h45, Centre des congrès)

x−QUEBEC _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor. (14h00, Hôtel Delta, 690 boul. René−Lévesque)

QUEBEC _ Le directeur général de la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec, Serge Malaison, réagit au dépôt d'un rapport sur la desserte ambulancière dans la région de Québec. (11h00, 6000, rue des Tournelles)

x−QUEBEC _ Le premier ministre Jean Charest et l'ex−premier ministre Brian Mulroney prononcent des allocutions à l'occasion de l'ouverture du Sommet nord−américain du capital−risque. (17h00, Château Frontenac, salle de bal)

MONTREAL _ La ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, préside une séance de consultation publique sur les conditions de vie des aînés. (8h30, Résidence Les Cascades, 3461, boul. Gouin Est)

x−MONTREAL _ Le fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté, procède au lancement de la Fondation One drop − Goutte de vie en compagnie de partenaires internationaux. (9h00, 8400, 2e avenue, 7e étage)

MONTREAL _ Un juge doit rendre une décision concernant la remise en liberté sous caution de Mark Lafleur, fils de la vedette de hockey Guy Lafleur. (palais de justice)

x−MONTREAL _ Retour en cour du présumé leader de la mafia montréalaise Niccolo Rizzuto et de quatre autres accusés de l'opération Colisée. (9h30, Palais de justice)

MONTREAL _ Inauguration du pavillon Lucie et André Chagnon du Centre de cancérologie Charles−Bruneau du CHU Sainte−Justine. Plusieurs personnalités seront présentes, dont Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Les médias pourront visiter les lieux dès 8h30. (10h30, 3175, Côte−Sainte−Catherine)

LONDON, Ont. _ Le chef libéral Stéphane Dion prononce une allocution devant le Canadian Club. (14h00, 300, rue King)

x−WASHINGTON _ Le président de la Chambre de commerce du Canada, Perrin Beatty, prononce une allocution sur les mesures de contrôle à la frontière canado−américaine. (10h00, ambassade du Canada)

Econo

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique de Cogeco concernant les résultats du quatrième trimestre. (11h00, 1−866−904−6909)

LEVIS _ Cérémonie de la mise en place du premier bloc du navire de construction offshore de la Davie Québec. (13h00, Davie Québec 22, rue George−D.−Davie)

TORONTO _ Les chefs de placements canadien et américain de BMO Banque privée Harris tiennent une conférence de presse pour présenter leurs prévisions au sujet des marchés boursiers nord−américains. (11h00, bureaux de BMO de la First Canadian Place)

Culture

OTTAWA _ Ouverture de l'exposition "En plein visage", présentée par Le Musée du portrait du Canada en collaboration avec le Musée des beaux−arts de l'Ontario. (17h30, 395, rue Wellington)

FMFN1W−ms

L'excédent budgétaire fédéral touche 8,7 milliards $ pour les 5 premiers mois

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: AFFAIRES ÉCONOMIE FINANCE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 275

OTTAWA _ L'excédent budgétaire engrangé par le gouvernement fédéral ne cesse de s'accroître et s'est engraissé de tout près d'un milliard de dollars en août, a révélé vendredi le ministère des Finances.

L'excédent s'est apprécié de 900 millions $ pendant ce mois, portant à 8,7 milliards $ l'excédent accumulé depuis le début de l'exercice fiscal il y a cinq mois.

Le ministère a précisé que les revenus ont totalisé 18,6 milliards $ en août, en hausse d'un milliard par rapport à la même période l'an dernier, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de la taxe sur les produits et services et des revenus non fiscaux. Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 300 millions $ en août, une hausse de 13,4 pour cent en un an.

L'excédent budgétaire estimatif est en hausse de 1,5 milliard $ par rapport à l'excédent de 7,2 milliards $ signalé pour la même période de l'exercice précédent, qui s'est terminé avec un surplus de 13,8 milliards $.

Les charges de programmes ont augmenté de 700 millions $, une poussée de 5,1 pour cent en un an, sous l'effet de la hausse des paiements de transfert et de l'augmentation des charges de fonctionnement des ministères. Pour les cinq premiers mois, le gouvernement rapporte que les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards $, ou 6,2 pour cent depuis l'an dernier, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment ceux de la Défense nationale.

Les dépenses de la Défense nationale ont atteint 6,5 milliards $, notamment en raison de la guerre en Afghanistan, en hausse de 5,8 pour cent en un an.

BB0009−FEJBL502−alr.

Voici les éphémérides de la Presse Canadienne pour le 30 octobre

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: ÉDUCATION POLITIQUE ÉCONOMIE SOCIAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 288

2001 _ Pour la première fois, les Etats−Unis reconnaissent de façon claire la présence de troupes américaines au sol en Afghanistan.

2000 _ A Madrid, un juge militaire et deux adjoints sont tués par une bombe du groupe terroriste ETA.

1998 _ La chaîne Loblaw, de Toronto, achète Provigo.

1998 _ Dans l'incendie d'une discothèque de Goeteborg, en Suède, 65 adolescents périssent.

1997 _ En Egypte, deux ultras musulmans sont condamnés à mort pour le meurtre de neuf touristes allemands et leur chauffeur.

1995 _ Au référendum pour la souveraineté du Québec, le Non l'emporte par 50,6 pour cent des suffrages.

1991 _ Un C−130 canadien s'écrase sur l'île d'Ellesmere, dans l'Arctique; huit des 13 aviateurs auront survécu jusqu'à l'arrivée des secours, 33 heures plus tard.

1990 _ Les tunneliers qui creusent sous la Manche, depuis la France et la Grande−Bretagne, font leur jonction.

1982 _ Dans le nord−est du Nigéria, des violences provoquées par une secte font 350 morts.

1975 _ En Espagne, le prince Juan Carlos devient chef de l'Etat, le dictateur Francisco Franco étant tombé malade.

1974 _ Le boxeur Muhammad Ali, né Cassius Clay, reprend son titre des poids−lourds en passant le knock−out à George Foreman.

1972 _ Dans Hamilton Wentworth, Sean O'Sullivan devient à 20 ans le plus jeune député jamais élu à Ottawa.

1971 _ Dernier numéro du quotidien Toronto Telegram, après 95 années de publication.

1938 _ Le réseau radio CBS diffuse une dramatique d'Orson Welles, tirée de "La Guerre des mondes", de H. G. Wells; des milliers d'auditeurs prennent au sérieux cette invasion de Martiens et certains paniquent.

1922 _ Trois jours après la marche sur Rome de ses bandes armées, Benito Mussolini devient premier ministre, avec l'accord du roi Victor Emmanuel III. 1920 _ Premier numéro du "Nouvelliste", quotidien de Trois−Rivières.

1918 _ Réunissant les nations tchèque et slovaque, la Tchécoslovaquie devient indépendante.

1905 _ En Russie, le tsar Nicolas II élargit le droit de vote pour élire la Douma et accorde certaines autres libertés civiles.

1899 _ Les premiers Canadiens partent pour la guerre des Boers, en Afrique du Sud; le gouvernement de Wilfrid Laurier fut dénoncé au Québec pour son implication dans un conflit britannique.

1692 _ Ouverture de l'Hôpital général de Québec.

1536 _ Au Danemark, devenu luthérien, l'épiscopat est aboli.

Ils sont nés un 30 octobre:

John Adams, deuxième président des Etats−Unis (1735−1826)

Le poète français André Chénier (1762−94)

Le poète américain Ezra Pound, auteur de "Cantos" (1885−1972)

L'écrivain russe Fedor Dostoïevski (1821−81)

Le peintre anglais Alfred Sisley (1839−99)

Le cinéaste français Louis Malle (1932−95)

Le cinéaste français Claude Lelouch (1937)

Ils nous ont quittés un 30 octobre:

1998: le Français Paul Misraki, qui composa "Tout va très bien madame la Marquise" (1908)

1915: Charles Tupper, un père de la Confédération canadienne (1821)

Citation du jour: "L'homme ne représente en lui−même qu'une chose à moitié faite, quelque chose qui est destiné à devenir un jour un mécanisme d'horlogerie." (Gustav Meyrink, "Les Quatre frères de la lune")

(LA PRESSE CANADIENNE, hlm)

fjoc30

Afghanistan: le général Rick Hillier dit qu'on l'a mal compris

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: POLITIQUE INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 302

OTTAWA _ Le chef d'état−major du Canada a nié être en contradiction avec le premier ministre en ce qui concerne la mission en Afghanistan.

"Il n'y a aucune différence d'opinions", a assuré le général Rick Hillier vendredi à Ottawa, de retour d'une visite à Kandahar.

Les partis d'opposition avaient demandé plus tôt vendredi au gouvernement conservateur d'expliquer pourquoi le général Hillier semblait avoir contredit le premier ministre Stephen Harper sur le temps nécessaire avant le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan.

Dans son discours du Trône la semaine dernière, le premier ministre avait déclaré que la police et l'armée afghane devraient être autosuffisantes et assurer la sécurité d'ici 2011.

A Kandahar cette semaine, le général Rick Hillier avait, pour sa part, avait dit s'attendre à ce que les forces de l'OTAN demeurent encore en Afghanistan pour au moins 10 ans.

Le chef libéral adjoint, Michael Ignatieff, avait déclaré aux Communes que la différence sur le calendrier de la mission afghane était une question de confiance au gouvernement.

"Ce qui est en jeu ici est la compétence et la crédibilité du gouvernement", avait−il dit.

En entrevue à CBC Newsworld, le chef d'état−major, a répété avec attention que c'est le gouvernement, et non l'armée, qui prenait les décisions à propos de la mission en Afghanistan.

"J'ai parlé au premier ministre, a indiqué le général Hillier. Je vois très clairement où il veut aller et ce dont il a besoin. Je suis totalement en accord avec ça, sinon je ne serais pas son chef d'état−major de la Défense."

Le militaire a expliqué que quand il avait parlé de 10 ans ou plus, il s'agissait du temps nécessaire pour former des officiers supérieurs de qualité et pour être en mesure d'en produire régulièrement.

Il a ajouté que la mission militaire canadienne dans la province de Kandahar peut assurément être réalisée.

M. Harper a promis de tenir un débat et un vote aux Communes sur le prolongement de la mission canadienne en Afghanistan et a averti les alliés du Canada à l'OTAN qu'un tel prolongement dépendait de ce vote.

Le général Hillier a toutefois averti que le Canada ne pourrait pas compléter sa mission d'entraînement de l'armée et de la police afghanes dans les délais prescrits actuellement par le Parlement, soit d'ici février 2009.

GG0561−FGCHD507−fv

Général

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1851

xy−QUEBEC _ Le premier Stephen Harper prononce une allocution à l'occasion de "la Criée d'automne", une collecte de fonds organisée au profit du Centre de ressources pour les familles des militaires de Valcartier. (CSEM 3, Garnison Valcartier, à l'angle des rues Dugas et Saint−Jacques, Valcartier)

OTTAWA _ Des représentants des organisations du secteur bénévole canadien travaillant de près avec l'Afghanistan témoignent devant le Groupe consultatif créé par le gouvernement conservateur. (13h00, 55, rue Metcalfe)

OTTAWA _ Conférence publique d'Asma Jahangir, Rapporteure spéciale des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction. (19h00, Université d'Ottawa, auditorium des anciens, 85, rue Université)

Culture

MONTREAL _ Le comédien français Jean Reno est de passage à Montréal pour appuyer la Fondation québécoise des maladies de l'oeil. (11h00, hôtel Saint−Sulpice, 414, rue St−Sulpice)

Dimanche 28 octobre

Général

MONTREAL _ Forum national de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (Commission Bouchard−Taylor). L'événement est organisé par l'Institut du Nouveau Monde. Le forum est intitulé: Qui sont les Québécois musulmans? (9h00, UQAM, Studio−théâtre Alfred−Laliberté, pavillon Judith−Jasmin)

POINTE−CLAIRE _ Les Jeunes Patriotes du Québec (JPQ) tiendront une manifestation lors d'une assemblée d'Affiliation Québec, nouveau parti sur la scène politique provinciale. (13h45, 98 av Aurora)

OTTAWA _ Le Dalai Lama prononce une allocution à l'invitation du Comité Tibet Canada. (15h00, Ottawa Civic Center, 1015 Bank)

Culture

xy−MONTREAL _ Soirée de gala de l'ADISQ. (19h30, Théâtre St−Denis)

Lundi 29 octobre

Général

MONTREAL _ Le fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté, procède au lancement de la Fondation One drop − Goutte de vie en companie de partenaires internationaux. (9h00, 8400, 2e avenue, 7e étage)

x−MONTREAL _ Retour en cour du présumé leader de la mafia montréalaise Niccolo Rizzuto et de quatre

autres accusés de l'opération Colisée. (9h30, Palais de justice)

MONTREAL _ Inauguration du pavillon Lucie et André Chagnon du Centre de cancérologie Charles−Bruneau du CHU Sainte−Justine Plusieurs personnalités seront présentes dont Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Les médias pourront visiter les lieux dès 8h30 (10h30, 3175, Côte−Sainte−Catherine)

x−QUEBEC _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor. (14h00, Hôtel Delta, 690 boul. René−Lévesque)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publique une étude sur l'intégration économique des enfants d'immigrants.

Écono

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique de Cogeco concernant les résultats du quatrième trimestre. (11h00, 1−866−904−6909)

LEVIS _ Cérémonie de la mise en place du premier bloc du navire de construction offshore de la Davie Québec. (13h00, Davie Québec 22, rue George−D.−Davie)

TORONTO _ Les chefs de placements canadien et américain de BMO Banque privée Harris tiennent une conférence de presse pour présenter leurs prévisions au sujet des marchés boursiers nord−américains. (11h00, bureaux de BMO de la First Canadian Place)

Culture

OTTAWA _ Ouverture de l'exposition En plein visage, présentée par Le Musée du portrait du Canada en collaboration avec le Musée des beaux−arts de l'Ontario. (17h30, 395, rue Wellington)

Mardi 30 octobre

Général

x−QUEBEC _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Hôtel Delta, 690 boul. René−Lévesque)

QUEBEC _ Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, fait une annonce concernant le Réseau québécois du crédit communautaire. (10h00, 336, rue Du Roi, bureau 200)

QUEBEC _ Lancement du livre Novembre 1995 _ Si le Québec s'était dit oui cette année là, dont l'auteur est Adélard Guillemette, ex−sous−ministre au gouvernement du Québec. (17h00, Capitole de Québec)

x−MONTREAL _ L'ex−boxeur Alex Hilton revient en cour pour une requête de remise en liberté. Il doit répondre à de multiples accusations en marge d'une altercation dans un bar. (Palais de justice, salle r−40)

x−OTTAWA _ La vérificatrice générale, Sheila Fraser, et le commissaire à l'environnement, Ron Thompson, déposent des rapports à la Chambre des communes. (14h00)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des études sur l'utilisation d'Internet à des fins éducatives ainsi que sur les études dans le secteur de la santé.

Écono

x−MONTREAL _ Industries Dorel tient une conférence téléphonique concernant les résultats du troisième trimestre. (14h00, 1−800−733−7560)

MONTREAL _ Le Bureau des soumissions déposées du Québec procède au lancement de son nouveau système de transmission électronique des soumissions. (17h30, Centre des sciences de Montréal, salle Perspective)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur les prix des produits industriels et des matières brutes.

TORONTO _ L'économiste en chef d'Exportation et développement Canada, Stephen Poloz, présente les perspectives mondiales et canadiennes pour les exportations. (10h00, 1−800−732−0232)

x−TORONTO _ Conférence téléphonique de la Financière Sun Life concernant les résultats du troisième trimestre. (11h00, 1−800−814−3911)

CALGARY _ La société TransCanada rend publics ses résultats du troisième trimestre.

Culture

MONTREAL _ Conférence de presse concernant le Salon du livre de Montréal, qui aura lieu du 14 au 19 novembre. (10h00, 1461, rue Saint−Alexandre)

MONTREAL _ Le mouvement Action terroriste socialement acceptable procède au dévoilement de la programmation artistique du Manifestival Etat d'Urgence. (10h30, 1274, De Bullion)

PIEDMONT _ Dévoilement de la programmation du deuxième Festival des films de neige, qui se déroulera du 15 au 18 novembre. (14h00, Mont Avila)

MONTREAL _ Marc Dupré lance un nouvel album (17h00, 1225 boul Saint−Laurent)

MONTREAL _ Lancement du livre La nouvelle encyclopédie des antiquités du Québec. (17h00, Hall de l'édifice Sogides, 955 rue Amherst)

MONTREAL _ La Fondation Émile−Nelligan décerne le Prix Ozias−Leduc, édition 2007. (18h00, Musée d'art contemporain de Montréal)

Mercredi 31 octobre

Général

x−QUEBEC _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Hôtel Delta, 690 boul. René−Lévesque)

Écono

TROIS−RIVIERES _ Le président et chef de la direction de la Banque Nationale, Louis Vachon, prononce une allocution devant les membres de la Chambre de commerce et d'industrie de Trois−Rivières. (7h30, Hôtel Delta, 1620, rue Notre−Dame Centre)

MONTREAL _ Conférence téléphonique de Technologies Miranda concernant les résultats du troisième

trimestre. (17h00, 514−807−8791 ou 1−800−732−1073)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur le produit intérieur brut.

TORONTO _ Conférence téléphonique de Métaux Russel concernant les résultats du troisième trimestre. (9h00, 1−866−540−8136)

Culture

MONTREAL _ Lancement du dernier livre de Georges−Hébert Germain L'homme au déficient manteau, une biographie de Marc Favreau (Sol). (17h00, 414, rue Saint−Sulpice)

Jeudi 1er novembre

Général

BANGKOK _ Retour en cour du présumé pédophile d'origine canadienne Christopher Neil.

x−SAINT−GEORGES−DE−BEAUCE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Auberge Benedict−Arnold, 18 255 boul. Lacroix)

MONTREAL _ Alain Dubuc et Joseph Facal prennent part à une conférence sur l'avenir du Québec, organisée par les Editions de la Fondation de l'entrepreneurship. (11h30, Restaurant Hélène de Champlain, 200, Tour de l'Isle)

MONTREAL _ Lancement du livre de Mario Cardinal sur Paul Gérin−Lajoie, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la Fondation Paul Gérin−Lajoie. (17h00, Musée du Château Ramezay, 280, rue Notre−Dame Est)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publique une étude sur le cheminement des jeunes des études au marché du travail.

Écono

HALIFAX _ Le Fonds de revenu Bell Alliant Communications régionales rend publics ses résultats du troisième trimestre après la clôture des marchés boursiers.

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique de Groupe Canam concernant les résultats du troisième trimestre. (9h00, 1−866−542−4262)

x−MONTREAL _ Héroux−Devtek tient une conférence téléphonique concernant les résultats du deuxième trimestre. (10h00, 514−807−8791 ou 1−800−732−1073)

Culture

MONTREAL _ Forum sur la littérature nationale, organisé par l'Association nationale des éditeurs de livres et l'Union des écrivaines et des écrivains québécois. La ministre de la Culture et des Communications, Christine Saint−Pierre, sera présente. (8h45, Centre d'archives de Montréal, 535, rue Viger Est)

MONTREAL _ Lise Dion lance son DVD portant sur 20 ans d'humour (17h00, 1234 de la montagne)

Vendredi 2 novembre

Général

QUEBEC _ Tenue du 8e Forum international Science et société de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS) (9h00, Cégep Limoilou, Campus Charlesbourg)

MONTREAL _ Dévoilement du gagnant du concours La maison coup de coeur (10h00, 2929 av Jeanne−d'Arc)

Écono

HALIFAX _ Conférence téléphonique du Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales concernant les résultats du troisième trimestre. (9h00, 1−866−862−3915)

MONTREAL _ Emergis tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du troisième trimestre. (8h30, 1−866−898−9626)

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique du Fonds de revenu Boralex concernant les résultats du troisième trimestre. (10h00, 514−807−8791 ou 1−800−732−1073)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publique son enquête sur la population active.

VANCOUVER _ Canaccord Capital tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du deuxième trimestre. (11h30)

Samedi 3 novembre

Général

QUEBEC _ Tenue du 8e Forum international Science et société de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS) (9h00, Cégep Limoilou, Campus Charlesbourg)

Dimanche 4 novembre

Général

QUEBEC _ Tenue du 8e Forum international Science et société de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS) (9h00, Cégep Limoilou, Campus Charlesbourg)

MONTREAL _ Conférence sur les agressions sexuelles sur les campus universitaires, organisée par le mouvement Jewish Women International of Canada. (Hôtel Delta Centre−Ville)

Lundi 5 novembre

Général

MONTREAL _ Conférence sur les agressions sexuelles sur les campus universitaires, organisée par le mouvement Jewish Women International of Canada. (Hôtel Delta Centre−Ville)

x−DRUMMONDVILLE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (19h00, Hôtel Le Dauphin, 600 boul. St−Joseph)

MONTREAL _ Soirée hommage à l'occasion du 20e anniversaire du décès de René Lévesque. Pour

l'occasion, plusieurs artistes offriront des prestations, dont France D'Amour, Karkwa, Jean−Guy Moreau, Bori, Marco Calliari, Les Charbonniers de l'enfer et Alain−François. La chef du Parti québécois, Pauline Marois, participera également à la soirée et y prononcera une allocution. (théâtre Le National) (19h00, 1220, rue Sainte−Catherine Est)

OTTAWA _ Statistique Canada rend publique une étude sur l'utilisation d'Internet pour les services gouvernementaux.

Écono

x−TORONTO _ Conférence téléphonique du fonds de revenu Noranda concernant les résultats du troisième trimestre. (16h00, 1−800−732−9303)

Culture

MONTREAL _ Visite de presse de l'exposition Rébellions Patriotes vs loyaux (10h30, 350, Place Royale)

MONTREAL _ Lancement dans les deux langues du livre de George Tombs "Le Baron Black" et "Lord Black of Crossharbour" (17h00, Edifice Sogides, 955 rue Amherst)

MONTREAL _ Lancement du nouveau roman de Michel Tremblay, La Traversée du continent. (17h00, hôtel Le Saint−Sulpice, 414, rue Saint−Sulpice)

Mardi 6 novembre

Général

x−DRUMMONDVILLE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Hôtel Le Dauphin, 600 boul. St−Joseph)

Écono

x−MONTREAL _ Rona tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du troisième trimestre. (11h00, 514−861−0443 ou 1−866−542−4146)

x−MONTREAL _ La brasserie Molson Coors tient une téléconférence concernant ses résultats du troisième trimestre. (12h00, www.molsoncoors.com)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur les permis de bâtir.

TORONTO _ La chaîne de pharmacies Shoppers Drug Mart tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du troisième trimestre. (15h30, 1−866−696−5895)

Mercredi 7 novembre

Écono

MONTREAL _ Technologies interactives Mediagrif tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du deuxième trimestre. (10h00, 514−868−2590 ou 1−866−540−8136)

MONTREAL _ Conférence téléphonique de Boralex inc. concernant les résultats du troisième trimestre. (10h00, 514−807−8791 ou 1−800−732−0232)

QUEBEC _ Conférence téléphonique du Fonds de placement immobilier Cominar concernant les résultats du troisième trimestre. (11h30, 1−800−590−1508)

x−QUEBEC _ Conférence téléphonique de l'Industrielle Alliance concernant ses résultats du deuxième trimestre. (14h00, 1−800−926−7431)

GATINEAU _ Great Lakes Hydro rend publics ses résultats du troisième trimestre après la clôture des marchés boursiers. (17h00)

Culture

NEW YORK _ Première mondiale du spectacle hivernal Wintuk du Cirque du Soleil au WaMu Theater du Madison Square Garden de New York (19h30, 7e av. et 32e rue)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur l'enregistrement sonore et l'édition de musique.

Jeudi 8 novembre

Général

x−MONTREAL _ Sommet du Millénaire de Montréal. (Centre Mont−Royal, 2200, rue Mansfield)

Écono

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique de Cascades concernant les résultats du troisième trimestre. (10h00, 514−807−8791)

GATINEAU _ Great Lakes Hydro tient une conférence téléphonique concernant ses résultats du troisième trimestre. (10h00, 1−866−249−2165)

QUEBEC _ Conférence téléphonique d'Atrium Innovations concernant les résultats du troisième trimestre. (10h00, 514−807−8791 ou 1−800−591−7539)

x−OTTAWA _ Statistique Canada rend publiques des données sur les prix des logements neufs, les comptes économiques provinciaux et les régimes enregistrés d'épargne retraite.

Vendredi 9 novembre

Général

x−MONTREAL _ Sommet du Millénaire de Montréal. (Palais des Congrès)

Écono

x−OTTAWA _ Statistique Canade rend publiques des données sur le commerce international de marchandises.

Samedi 10 novembre

Rien de prévu.

Dimanche 11 novembre

Rien de prévu.

Lundi 12 novembre

Général

x−MONTREAL _ Plaidoiries au procès pénal de Vincent Lacroix dans l'affaire Norbourg. (palais de justice)

Écono

x−MONTREAL _ L'Aéroport international Pierre−Elliott−Trudeau de Montréal accueille un appareil A380 d'Airbus dans le cadre d'un vol de présentation. La visite permettra notamment d'essayer en situation réelle les installations aéroportuaires prévues pour le plus grand avion de ligne au monde. L'appareil aux couleurs d'Airbus en provenance de Paris−Charles de Gaulle se posera à Montréal− Trudeau avec quelque 500 invités à son bord (Aéroport Trudeau)

Mardi 13 novembre

Général

x−LAVAL _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (19h00, Hôtel Radisson, 2900 boul. Le Carrefour)

Mercredi 14 novembre

Général

x−LAVAL _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Hôtel Radisson, 2900 boul. Le Carrefour)

Écono

x−MONTREAL _ Conférence téléphonique de Groupe CGI concernant les résultats du quatrième trimestre. (9h00, 1−877−922−4773)

Jeudi 15 novembre

Général

x−LAVAL _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Hôtel Radisson, 2900 boul. Le Carrefour)

Vendredi 16 novembre

Rien de prévu.

Samedi 17 novembre

Rien de prévu.

Dimanche 18 novembre

Rien de prévu.

Lundi 19 novembre

Écono

GATINEAU _ Début des audiences du CRTC sur l'acquisition d'Alliance Atlantis par Canwest. (9h30, Centre de conférence, Portage IV, 140 Promenade du Portage)

Mardi 20 novembre

Culture

MONTREAL _ Gala annuel de la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN). (19h00, Hôtel Omni Mont−Royal, 1050, rue Sherbrooke Ouest)

MONTREAL _ Gala annuel de la Socan (19h00, 1050 Sherbrooke ouest)

Mercredi 21 novembre

Général

x−SHERBROOKE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (19h00, Delta Sherbrooke, 2685 rue King Ouest)

Jeudi 22 novembre

Général

MONTREAL _ Colloque organisé par le Tribunal des droits de la personne et le Barreau du Québec sur l'accès à un tribunal spécialisé en matière de droit à l'égalité. (8h45, Hôtel Intercontinental)

x−SHERBROOKE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Delta Sherbrooke, 2685 rue King Ouest)

Culture

MONTREAL _ Présentation de la 17e édition du Show du refuge à la Salle Wilfrid−Pelletier de la Place des Arts. (20h00, Place des arts)

Vendredi 23 novembre

Général

MONTREAL _ Colloque organisé par le Tribunal des droits de la personne et le Barreau du Québec sur l'accès à un tribunal spécialisé en matière de droit à l'égalité. (8h45, Hôtel Intercontinental)

SHERBROOKE _ Audiences de la Commission Bouchard−Taylor (9h00, Delta Sherbrooke, 2685 rue King Ouest)

QUEBEC _ La Fédération professionnelle des journalistes du Québec tient son congrès annuel. (Château Frontenac)

Samedi 24 novembre

Général

QUEBEC _ La Fédération professionnelle des journalistes du Québec tient son congrès annuel. (Château Frontenac)

FMCAL−JxR−ms

Tony Blair croit que le Canada deviendra une grande puissance dans le monde

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 254

CALGARY _ L'ancien premier ministre britannique Tony Blair a profité de sa première visite au Canada depuis qu'il a quitté la direction de son pays pour prédire que le rôle du pays sur la scène mondiale est appelé à croître.

Il s'est exprimé devant 2400 convives qui avaient payé chacun 400 $ le repas pour entendre l'ancien premier ministre parler de ses années au pouvoir et de son rôle au Moyen−Orient pour les Nations Unies et l'Union européenne.

"Je dis souvent que le Canada deviendra une des nations les plus puissantes du monde, a−t−il lancé. Mais avec cela viennent des responsabilités."

L'ancien politicien a déclaré que la mondialisation était un fait et que l'écart croissant entre les sociétés ouvertes et fermées devenait encore plus important que celui qui divise la gauche et la droite sur le spectre politique.

Il a cité un investissement récent, à hauteur de 5 milliards $, par la firme Abu Dhabi National Energy dans le secteur énergétique canadien, comme preuve de l'interdépendance du monde d'aujourd'hui.

M. Blair craint que le terrorisme international puisse prendre une génération avant d'être vaincu, puisque ses racines sont profondes, selon lui.

Il a par ailleurs félicité les soldats canadiens pour leurs efforts en Afghanistan, tout en reconnaissant que cette mission ne fait pas l'unanimité. M. Blair a déclaré que la décision la plus difficile que puisse prendre un leader est celle qui entraîne la mort de soldats.

Il a soutenu qu'il était crucial que les alliés ne fléchissent pas dans leur combat contre les islamistes radicaux.

"Nous devons comprendre que si nous abandonnons en Irak, alors nous ferons face à une plus grande pression en Afghanistan. Et si nous abandonnons en Afghanistan, nous ferons face à une plus grande pression ailleurs dans la région", a−t−il lancé.

GG0642−FGFAO6−GG0745−FGJBL512−fv

Des associations portent plainte pour "tortures" contre Donald Rumsfeld

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 378

PARIS (AP) –– Plusieurs associations de défense des Droits de l'Homme ont déposé jeudi une plainte pour "tortures" contre l'ancien secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, actuellement en visite en France, a–t–on appris auprès des plaignants.

La Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), le Center for constitutional rights (CCR) américain et le European center for constitutional and human rights (ECCHR) basé à Berlin, reprochent à Donald Rumsfeld d'avoir été l'instigateur des tortures sur la base américaine de Guantanamo, exportées par la suite, à son initiative, en Irak.

Cette plainte se fonde sur la Convention de New York de 1984, ratifiée par la France et qui prévoit que toute personne soupçonnée de torture peut être poursuivie si elle se trouve sur le territoire français.

Lors de sa mission au poste de secrétaire à la Défense, qu'il a quitté le 18 décembre 2006, "Donald Rumsfeld s'est rendu coupable d'agissements de nature à engager sa responsabilité personnelle en ayant autorisé et ordonné la commission de crimes de torture et de crimes de torture constitutifs en outre de crimes de guerre", selon la plainte que l'Associated Press a pu consulter.

En tant que supérieur hiérarchique civil en charge de l'armée et des opérations militaires en Afghanistan, en Irak, et au sein de la base de Guantanamo Bay, M. Rumsfeld "a engagé sa responsabilité pour les agissements qui y ont été perpétrés", ajoutent les plaignants.

Ils estiment que "le rôle qu'il a joué dans la conduite de la politique militaire du pays sont de nature à engager sa responsabilité".

A l'appui de leur plainte, les associations produisent de nombreux témoignages d'anciens détenus, mais aussi de militaires américains et les écrits de Donald Rumsfeld donnant des ordres aux troupes.

"Ils ont créé des mémos légaux pour légaliser leurs actions, même Rumsfeld en a signé", a déclaré jeudi Michael Ratner, le président du CCR, à l'Associated Press. Il dénonce l'inaction des autorités américaines, même de l'opposition démocrate, pour faire toute la lumière sur le "programme de torture".

"Nous savons bien qu'il ne sera pas placé en détention dans l'immédiat. Mais ce serait un succès de savoir qu'il ne peut plus quitter les Etats–Unis sans rencontrer de problèmes", a–t–il souligné qualifiant M. Rumsfeld de "personnage clé du programme de torture".

Les associations ont déposé leur plainte auprès du procureur de la République de Paris lui demandant d'ouvrir une information judiciaire et de faire placer en détention Donald Rumsfeld, arrivé vendredi matin à Paris. AP

pas–der/ma

Voici les éphémérides de la Presse Canadienne pour le 3 novembre

DATE: 2007.10.26
KEYWORDS: ÉDUCATION POLITIQUE ÉCONOMIE SOCIAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 311

2006 _ A Longueuil, Daniel Patry écope 17 ans de prison pour le meurtre en 2004 du marionnettiste Pierre Régimbald.

2000 _ A Thetford−Mines, un chauffard ivre tue une fillette de 12 ans et son frère de neuf ans.

1999 _ Des pluies et inondations font plus de 500 morts, dans sept provinces du Vietnam.

1996 _ Dans le métro de Moscou, l'homme d'affaires américain Paul Tatum est tué d'une rafale de mitraillette.

1998 _ Aux Etats−Unis, l'affaire de moeurs Clinton−Lewinsky ne profite pas aux républicains, les démocrates leur prenant cinq sièges à la Chambre des représentants.

1992 _ A la présidentielle, Bill Clinton bat le sortant George Bush.

1989 _ Suite à l'affaire Chantal Daigle, l'été précédent, une nouvelle loi sur l'avortement est présentée à Ottawa.

1987 _ Plus de 30 000 personnes défilent devant le cercueil de René Lévesque, dans l'ancien palais de justice, à Montréal.

1982 _ Dans le tunnel de Salang, en Afghanistan, un camion−citerne explose; un millier de militaires russes et civils afghans périssent.

1975 _ Inauguration du premier oléoduc sous−marin amenant en Ecosse du pétrole extrait de la mer du Nord.

1970 _ Elu en octobre, le socialiste Salvador Allende devient président du Chili.

1968 _ Richard Nixon est élu président des Etats−Unis.

1957 _ A Chalk River, en Ontario, inauguration d'un réacteur atomique.

1957 _ L'Union soviétique lance Spoutnik II avec à bord la première créature terrestre en orbite, la chienne Laïka.

1956 _ La répression soviétique de la révolte s'intensifie, en Hongrie.

1953 _ La Radio Corporation of America réalise, à NBC, la première télédiffusion en couleurs et à l'échelle des Etats−Unis.

1918 _ Huit jours avant l'armistice avec les Alliés, des marins allemands se mutinent à la base de Kiel.

1904 _ Les libéraux de Wilfrid Laurier sont reportés au pouvoir à Ottawa, avec 130 sièges contre 79 aux tories.

1903 _ A l'arrivée du croiseur Nashville, Panama se déclare indépendant de la Colombie; les Etats−Unis pourront ainsi mener à bien le percement du canal.

1839 _ Début de la première guerre de l'Opium, alors que la flotte anglaise coule des jonques chinoises devant Canton.

1667 _ Par le traité de Westminster, l'Angleterre rend l'Acadie à la France, ce qui prendra effet avec le traité de Breda, en 1670.

1644 _ Premier mariage chrétien recensé d'un colon avec une Amérindienne, en Nouvelle−France: Martin Prévost épouse Marie Manitouabewich.

1534 _ A Londres, le parlement confie à Henri VIII les pouvoirs judiciaires et politiques jusque−là exercés par le pape.

Ils sont nés un 3 novembre:

Le compositeur italien Vincenzo Bellini (1801−35)

Karl Baedeker, éditeur et libraire en tourisme (1801−59)

La syndicaliste et féministe Léa Roback, à Montréal (1903−2000)

L'acteur Charles Bronson, né Bunchinsky (1921−2003)

L'actrice italienne Monica Vitti (1931)

Il nous ont quittés un 3 novembre:

2006: le chef d'orchestre français Paul Mauriat, qui a orchestré de nombreuses chansons pour Charles Aznavour, Maurice Chevalier ou Mireille Mathieu (81 ans)

2004: l'ancien joueur du Canadien de Montréal Sergei Zholtok (1972)

1998: le dessinateur Bob Kane, créateur de Batman (1915)

1996: Jean−Bédel Bokassa, tyran de Centrafrique (1921)

1954: le peintre Henri Matisse, maître du fauvisme (1869)

Citation du jour: "L'amour, c'est oublier maris, parents, enfants, amis, ennemis. L'amour, c'est éliminer tout calcul, toute préoccupation, tout pesage du pour et du contre." (Carlos Fuentes, "Diane ou La Chasseresse solitaire")

(LA PRESSE CANADIENNE, hlm)

fjno03

ASSOCIATED PRESS

DATE: 2007.10.26
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 443

PARIS _ Une dizaine de manifestants ont protesté vendredi contre la venue au Centre interallié à Paris de l'ancien ministre américain de la Défense Donald Rumsfeld, visé par une plainte pour tortures déposée jeudi en France par plusieurs associations.

Cette plainte se fonde sur la Convention de New York de 1984, ratifiée par la France, qui prévoit que toute personne soupçonnée de torture peut être poursuivie si elle se trouve sur le territoire français.

Le parquet de Paris a indiqué vendredi soir qu'il faisait vérifier que M. Rumsfeld se trouvait bien en France et qu'il ne bénéficiait d'aucune immunité.

La Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Center for Constitutional Rights (CCR) américain et l'European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) basé à Berlin, reprochent à M. Rumsfeld d'avoir été l'instigateur des tortures sur la base américaine de Guantanamo, exportées par la suite, à son initiative, en Irak.

Lors de sa mission au Pentagone, qu'il a quitté le 18 décembre 2006, "Donald Rumsfeld s'est rendu coupable d'agissements de nature à engager sa responsabilité personnelle en ayant autorisé et ordonné la commission de crimes de torture et de crimes de torture constitutifs en outre de crimes de guerre", selon la plainte que l'Associated Press a pu consulter.

Me Patrick Baudoin, avocat de la FIDH, espère que la France puisse poursuivre et juger Donald Rumsfeld en France. "La solution a minima, c'est d'entraver ses déplacements, ce qui est déjà une forme de sanction", a−t−il dit à l'AP. L'ambassade des Etats−Unis a dit ne pas être informée de l'agenda de M. Rumsfeld en France, soulignant qu'il "ne fait plus partie du gouvernement. C'est un citoyen des Etats−Unis comme un autre".

En tant que supérieur hiérarchique civil en charge de l'armée et des opérations militaires en Afghanistan, en Irak, et au sein de la base de Guantanamo, M. Rumsfeld "a engagé sa responsabilité pour les agissements qui y ont été perpétrés", ajoutent les plaignants.

A l'appui de leur plainte, les associations produisent de nombreux témoignages d'anciens détenus, mais aussi de militaires américains et les écrits de Donald Rumsfeld donnant des ordres aux troupes.

"Ils ont créé des mémos légaux pour légaliser leurs actions. Même Rumsfeld en a signé", a déclaré jeudi Michael Ratner, le président du CCR, à l'AP. Il dénonce l'inaction des autorités américaines, mais aussi de l'opposition démocrate, à faire toute la lumière sur le "programme de torture".

"Nous savons bien qu'il ne sera pas placé en détention dans l'immédiat. Mais ce serait un succès de savoir qu'il ne peut plus quitter les Etats−Unis sans rencontrer de problèmes", a−t−il souligné en qualifiant M. Rumsfeld de "personnage−clé du programme de torture".

Les associations ont déposé leur plainte auprès du procureur de la République de Paris, lui demandant d'ouvrir une information judiciaire et de faire placer en détention Donald Rumsfeld, arrivé vendredi matin à Paris.

APpas−der/mw.FI50.mag